

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO : .

Lettre d'un ouvrier de Moscou

“Trop vrai pour être beau”

par Bernard SHAW
(EXTRAITS)

AU B. I. T.



*A propos d'une place
de directeur-adjoint*

par M. CHAMBELLAND

‘La Révolution constructive’

par J. PERA

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

54, rue du Château-d'eau — PARIS (10^e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES

Trois mois... 10 fr.

Six mois... 20 fr. Un an... 40 fr.

EXTERIEUR

Trois mois... 13 fr.

Six mois... 26 fr. Un an... 50 fr.

PERMANENCE :

Tous les soirs de 18 à 19 heures

54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Proletarienne » 734-99 Paris.)

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X^e.

SOMMAIRE :

NOUS AVONS 968 ABONNÉS, IL NOUS EN FAUT 1.500 AU 31 DÉCEMBRE 1933 !

PARGI NOS LETTRES

A propos des gaz asphyxiants. — Le cas Argentine. — Unamuno et Ferrer. — A propos de l'espéranto et d'un article des « Primaires ». — Apprenez l'espéranto ».

« TROP VRAI POUR ÊTRE BEAU » B. Shaw

LETTRE D'UN OUVRIER DE MOSCOU XXX

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

A propos d'une place de directeur-adjoint M. Chambelland
Les fonctionnaires en marche vers le front unique. E. Guider
Lettre de la Quinzaine M. Ch.
En passant.

EVOLUTION ET RÉVOLUTION

Une réponse R. Louzon
Un mot pour conclure J. Fontaine

FAITS ET DOCUMENTS

Une des raisons du débarquement de Schleicher.

ENTRE NOUS

Nous avons 968 abonnés ; il nous en faut 1.500 au 31 décembre 1933!

Ainsi que nous l'avons annoncé, nous publions ci-dessous la liste, département par département, de nos abonnés à la date du 20 janvier 1933.

Nous n'avons pas publié de tel recensement depuis le début de 1931. A cette dernière date, notre effectif se totalisait à 1.042.

Le tableau suivant permettra à tous nos amis de faire d'utiles comparaisons :

	1931	1932	1933		1931	1932	1933
Paris	236	163	182	Loire-Infér.	4	5	4
Seine	135	105	132	Loiret	4	2	3
Seine-et-Oise	46	39	55	Lot	1	2	3
Ain	3	3	4	Lot-et-Garonne	1	1	3
Aisne	6	3	5	Lozère	1	0	—
Algérie	33	20	21	Maine-et-Loire	4	3	3
Allier	5	4	6	Manche	1	1	1
Alpes (Basses)	1	0	—	Marne	5	6	8
Alpes (Hautes)	1	1	2	Marne (Haute)	1	0	1
Alpes-Mmes	17	14	22	Maroc	3	2	2
Ardèche	9	10	16	Mayenne	2	1	1
Ardennes	3	3	3	Meurthe-Moselle	7	5	6
Ariège	1	1	1	Morbihan	5	4	4
Aube	3	1	4	Nièvre	—	2	2
Aude	4	3	2	Nord	15	15	18
Aveyron	1	1	1	Oise	5	5	5
Belfort (T ^{re})	1	1	1	Orne	1	1	—
B-du-Rhône	11	6	7	Pas-de-Calais	12	8	5
Calvados	3	3	4	Puy-de-Dôme	9	8	12
Cantal	3	4	10	Pyrénées (B.)	7	7	7
Charente	5	4	7	Pyrénées (H.)	—	0	1
Charente Inf ^{re}	3	2	3	Pyrénées-Or.	4	2	5
Cher	6	6	4	Rhin (Bas)	3	2	2
Corrèze	1	1	3	Rhin (Haut)	—	0	1
Corse	1	1	1	Rhône	42	30	41
Côte d'Or	2	2	2	Saône (Hte)	1	0	—
Côtes du Nord	11	8	9	Saône-et-Loire	4	3	6
Creuse	3	3	3	Savoie	4	4	1
Dordogne	1	1	1	Savoie (Hte)	11	10	9
Doubs	10	8	9	Seine-Infér.	23	14	15
Drôme	5	6	8	Seine-Marne	6	4	5
Eure	2	1	3	Sèvres (Deux)	3	0	—
Eure-et-Loir	1	0	—	Somme	7	5	9
Finistère	37	27	28	Tarn	2	1	3
Gard	3	2	3	Tarn-Garonne	3	1	—
Garonne (Hte)	4	5	4	Tonkin et divers	3	3	1
Gers	1	1	1	Tunisie	2	2	2
Gironde	14	11	21	Var	2	2	6
Hérault	22	19	17	Vaucluse	1	1	2
Ile-et-Vilaine	3	2	1	Vendée	1	1	1
Indre	13	11	11	Vienne	3	3	3
Indre-et-Loire	6	5	5	Vienne (Hte)	15	10	9
Isère	9	6	7	Vosges	5	4	5
Jura	12	7	9	Yonne	—	0	4
Landes	3	2	4	Sarre	—	—	2
Loir-et-Cher	1	1	3	Extérieur	51	39	47
Loire	47	40	38				
Loire (Haute)	10	12	17				
					1042	798	968

Ainsi qu'on le voit, nous avons eu à enregistrer une grosse baisse durant 1931, baisse due évidemment à la coexistence du Cri du Peuple, beaucoup de camarades ayant estimé trop lourd d'être abonnés à la fois aux deux organes.

Durant 1932 nous sommes remontés, mais nous ne sommes point encore tout à fait arrivés au niveau que nous avons atteint, avant le Cri du Peuple, durant les années 29 et 30.

Au 20 janvier 1933, nous comptons encore, au total, 74 abonnés de moins qu'au 1er janvier 31.

Cette diminution provient pour une grande part de la capitale, comme le confirme le second tableau que voici :

ARRONDISSEMENTS DE PARIS

	1931	1933		1931	1933
1 ^e	5	3	13 ^e	10	8
2 ^e	1	3	14 ^e	9	9
3 ^e	10	4	15 ^e	32	19
4 ^e	17	8	16 ^e	8	4
5 ^e	11	12	17 ^e	4	10
6 ^e	12	8	18 ^e	14	16
7 ^e	7	5	19 ^e	15	12
8 ^e	8	7	20 ^e	19	10
9 ^e	28	22			
10 ^e	14	14			
11 ^e	12	8			
12 ^e				236	182

Que nous ayons baissé, en deux ans, de 54 abonnés à Paris, voilà une constatation dont nos amis qui habitent la Ville Lumière vont sentir tout le poids. Nul doute qu'ils ne se mettent bientôt à l'œuvre, arrondissement par arrondissement et corporation par corporation, non seulement pour rattraper cette perte, mais pour faire un premier bond en avant. N'est-ce pas à eux que revient l'honneur de donner le branle ? (Il est vrai qu'ils en ont, en général, perdu l'habitude.)

Peu de variation dans la Seine, où nous sommes à 132 contre 135, et léger progrès en Seine-et-Oise, à 55 contre 46.

Pour renseigner nos amis de la banlieue parisienne — et surtout pour leur indiquer les lacunes à combler — nous'avons établi le recensement de nos abonnés dans chaque commune de la Seine. En voici la liste :

COMMUNES DE LA SEINE

Alfortville	2	Charenton	1
Antony	1	Châtillon	1
Asnières	1	Choisy-le-roi	3
Aubervilliers	4	Clamart	8
Bagnolet	2	Clichy	3
Bois-Colombes	2	Colombes	11
Boulogne	6	Courbevoie	4

Créteil	1	Parc St-Maur	1
Drancy	6	Pavillons	1
Epina y	1	Le Perreux	2
Fontenay	1	Plaine St-Denis	1
La Garenne	2	Pié St-Gervais	2
Gennevilliers	1	Futeaux	1
Gentilly	2	Romainville	1
Issy	2	Saint-Denis	5
Ivry	3	Saint-Mandé	1
Kremlin	1	Saint-Maurice	1
Levallois	4	Saint-Ouen	4
Les Lilas	3	Stains	9
L'Hay	1	Suresnes	1
Maisons-Alfort	2	Vanves	3
Malakoff	2	Villejuif	2
Montfermeil	1	Villemomble	2
Montreuil	4	Vitry	3
Nanterre	3	—	—
Neuilly	1		132
Pantin	2		

132 abonnés seulement pour la « banlieue rouge », vous avouerez que c'est maigre ! Que ce soit à Colombes (11 abonnés), à Stains (9 abonnés), à Clamart (8 abonnés), à Boulogne et à Drancy (6 abonnés), nous savons bien que même là où nous avons un nombre relativement élevé d'abonnés, le maximum n'est pas atteint, il s'en faut ! Et que dire alors de Saint-Denis (5), de Saint-Ouen (4), d'Aubervilliers (4), d'Ivry (3), de Clichy (3), de Courbevoie (4), de Levallois (4), de Pantin (2), de Puteaux (1) ? Il y a vraiment un gros effort à faire dans toute la banlieue industrielle.

Si nous jetons en même temps un coup d'œil sur Seine-et-Oise, nous voyons tout de suite que nous n'avons rien à Bezons, et seulement 4 abonnés à Argenteuil ; rien à Juvisy ; 2 abonnés seulement à Aulnay, 2 à Rueil, 3 seulement à Ville-neuve-Saint-Georges, et 8 à Versailles, où nous comptons cependant des amis chez les cheminots et parmi les terrassiers.

Que sera la conclusion de ce rapide examen de nos forces dans la région parisienne ?

Celle-ci : c'est dans cette région, Paris et banlieue, qu'il importe de donner le premier effort, et de le donner tout de suite.

Dites-vous bien, amis parisiens, que c'est vous qui pouvez et qui devez être le plus fort noyau d'abonnés de la revue. Et vous ne resterez pas sourds aux appels que nous allons vous adresser !

NOS PROGRÈS EN PROVINCE

Vous allez vous décider à imiter les camarades des Alpes-Maritimes où le nombre des abonnés est passé de 17 à 22, de l'Ardèche (de 3 à 10), de la Charente (de 5 à 7), de la Drôme (de 5 à 8), de la Gironde (de 14 à 21), de la Haute-Loire (de 10 à 17), de la Marne (de 5 à 8), du Nord (de 15 à 18), du Puy-de-Dôme (de 9 à 12).

Voilà des progrès sensibles et réconfortants,

mais pour la plupart à des camarades de l'Enseignement.

Si, en dépit de ces progrès, la province se trouve tout de même en déficit — 552 abonnés au 20 janvier 1933 contre 574 en janvier 1931, soit 22 en moins — la raison s'en retrouve surtout dans la baisse sensible d'Alger (21 contre 33), des Bouches-du-Rhône (7 contre 11), du Finistère (28 contre 37), de l'Hérault (17 contre 22), du Jura (9 contre 12), de la Loire (38 contre 47), du Pas-de-Calais (5 contre 12) et de la Seine-Inférieure (15 contre 23).

Aux camarades de ces départements, nous demandons d'examiner les moyens de rattraper la baisse, en examinant d'abord les raisons qui l'ont déterminée. Nous sommes convaincus qu'ils parviendront rapidement à reprendre leur place dans le classement.

POUR LE RECRUTEMENT DIRECT

En résumé, la situation de la revue n'est pas mauvaise ; elle pourrait rapidement devenir meilleure.

Nos possibilités de développement sont grandes. Il n'est que de regarder autour de soi pour s'en rendre compte.

Mais comment les utiliser ?

Pas besoin de chercher midi à quatorze heures ! Ce qu'il faut, c'est dans l'arrondissement de Paris, dans le patelin de banlieue, dans la ville de Province, le, ou les camarades ayant la volonté de consacrer une partie de leur temps à la propagande de la revue. Le recrutement d'abonnés nouveaux dépend essentiellement de l'activité de nos propagandistes.

A ceux qui ont le désir de nous aider, nous demandons de nous écrire : en réponse nous leur enverrons la liste des abonnés de leur coin, la liste des abonnés au Cri du Peuple et la liste des désabonnés. Ils auront ainsi une sorte d'inventaire et pourront rapidement aviser.

Un contact intime et permanent entre l'administration de la revue et tout un réseau de dévoués propagandistes, telle est la condition primordiale des progrès que nous voulons réaliser.

Car, il faut le noter, c'est le recrutement direct qui est à la fois le plus solide et le plus économique. Le plus solide parce que le propagandiste connaît et peut suivre les abonnés qu'il a faits. Le plus économique parce que nous n'avons pas à dépenser les trois francs que nous coûte chaque abonnement obtenu par notre système des « possibles ».

Il faut que nous nous attelions au recrutement direct des abonnés sur la base locale et il importe en même temps de ne jamais dédaigner le recrutement par corporation ; c'est bien souvent celui qui donne les meilleurs résultats, l'exemple de nos camarades instituteurs de province, voyez

l'Ardèche, le Cantal, la Haute-Loire, les Alpes-Maritimes, la Loire, la Gironde, le Finistère, le Rhône, etc..., est là pour l'établir.

Nous allons essayer de dresser un recensement de nos abonnés par corporations. Dans l'état actuel de nos renseignements, ce n'est certes pas chose facile, mais enfin nous ferons au mieux. Que chaque propagandiste n'oublie point désormais d'indiquer la profession de ses abonnés ; cette indication nous sera infiniment utile.

DES POSSIBLES ! DES POSSIBLES !

Tout en nous attachant plus spécialement au recrutement direct, nous n'abandonnons pas le recrutement par le système des abonnés possibles. Ce n'est pas que nous n'en ayons pas le désir, car ce système nous coûte les yeux de la tête, surtout après l'augmentation des diverses taxes postales. Mais nous ne pouvons pas encore le remplacer par un réseau de recruteurs directs qui fonctionnerait à pleins gaz, et force nous est bien de le conserver.

Nous voudrions reprendre un gros effort dans ce sens. Excusez notre ambition, nous pensons tâter 500 abonnés possibles en février, surtout à Paris et dans sa banlieue.

— 500 abonnés possibles, c'est vite dit, mais les avez-vous ?

— Nous en avons pas mal, il y a le fonds des abonnés du Cri, mais nous escomptons évidemment l'envoi par nos amis de listes copieuses. Nous les leur avons demandées. Quand paraîtra ce numéro, nous les aurons sans nul doute reçues et utilisées. Ceux qui ne nous auront rien envoyé pour février se hâteront de dresser leurs listes pour mars.

Une recommandation : par suite des règlements postaux, il est possible de réaliser une sérieuse économie sur les possibles en prenant soin d'en avoir un minimum de cinq dans le rayon d'un bureau de poste : arrondissement ou localité. Autant que possible, établissez vos listes en tenant compte de ce fait.

Recrutement direct et intensification des abonnés possibles, telles sont les deux voies principales par lesquelles nous espérons arriver aux 1500 abonnés pour le 31 décembre 1933.

Un dernier mot. Ne croyez-vous pas, camarades, que la revue du syndicalisme révolutionnaire soit digne et de vos efforts et de cet objectif ?

NOUS AVONS REÇU :

LASHORTES: *Qu'est-ce que le prolétariat ?*

Très claire, très vivante, très « marxiste » au bon sens du mot, cette brochure s'applique particulièrement à montrer la réalité de l'existence d'un prolétariat s'opposant à la bourgeoisie, malgré la fréquente absence chez les prolétaires d'une idéologie propre, et malgré l'existence des classes moyennes,

Parmi nos Lettres

A propos des gaz asphyxiants.

Un camarade de la Somme, Marcel Quehen, nous adresse, à propos d'un récent fait de la quinzaine, la lettre suivante :

Dans la R. P. du 25 décembre 1932, l'article sur les absurdités du désarmement contient ces phrases étonnantes :

Second projet de la conférence du désarmement : suppression des gaz. Là vraiment, ça devient complètement incompréhensible. Les gaz sont précisément la seule arme contre laquelle on peut presque toujours disposer, dans tous les cas, d'une défense immédiate et efficace. Chaque fois (de 1915 à 18) qu'un nouveau gaz asphyxiant a été inventé, la parade est arrivée presque instantanément, sous la forme d'un nouveau masque.

Je crois, qu'au contraire, les gaz sont la seule arme contre laquelle on ne puisse pas se défendre. Il est vrai que, pendant la guerre, les soldats étaient munis de masques. Mais quels masques ! Peu étanches et filtrant mal ils protégeaient très peu. Si l'on employait un seul gaz toxique on pourrait, à la rigueur, construire des appareils protecteurs efficaces, mais la multiplicité des gaz employés rend cette hypothèse irréalisable. Un masque muni des filtres nécessaires à arrêter tous les gaz nocifs serait tellement lourd et encombrant qu'il interdirait tout mouvement ; de plus il rendrait la respiration impossible. Si l'on veut utiliser des masques arrêtant seulement les gaz mortels on est à la merci des vomitifs et des sternutatoires qui obligent à l'abandon du masque. Sans compter les produits qui, tels que l'ypérite, attaquent toutes les parties du corps et contra lesquels on ne peut utiliser qu'un vêtement imperméable recouvrant tout l'individu.

La neutralisation des gaz par combinaison avec d'autres corps ne peut être employée que dans certains cas et elle nécessite toujours beaucoup de temps. La protection par abris souterrains est ridiculement insuffisante avec des abris ordinaires ; pour qu'ils soient bons ils devraient être construits dans des conditions telles que les villes actuelles disparaîtraient pour être rebâties sur des plans entièrement nouveaux.

Cette critique de cet article, excellent d'autre part, ne signifie pas que je sois d'accord, si peu que soit, avec ces messieurs de la conférence du désarmement. Mais vos affirmations me semblent tellement erronées que je n'ai pu les laisser passer sans vous faire part de mes observations. Ce qu'il faudrait dire, c'est que l'interdiction de l'emploi et de la fabrication des gaz de combat est illusoire parce que leur production est nécessaire aux industries les plus pacifiques. Les supprimer serait ramener l'industrie à ce qu'elle était il y a cinquante ans.

La plupart des observations ci-dessus sont évidemment fort justes, mais il n'empêche qu'il est bien moins — mettons : « désagréable » — d'avoir à traverser un barrage d'obus asphyxiants qu'un barrage d'obus ordinaires, et de devoir passer sur un terrain ypérite que sur un terrain battu par les mitrailleuses. C'est mon impression personnelle, et je ne crois pas qu'il y en ait beaucoup parmi ceux qui ont eu l'expérience de ces choses — même en 18 où la technique des gaz était la plus perfectionnée — qui soient d'un autre avis.

Or on admettra bien qu'il est pour le moins étrange que ce soit contre l'arme la moins dangereuse que soient dirigés tous les efforts des désarmeurs, alors que les armes les plus dangereuses sont soigneusement laissées tranquilles.

R. L.

Le cas Argence A la suite du dernier filet de Péra et Louzon sur les documents Raffalovitch et l'« Humanité », nous avons reçu de Souzy la lettre suivante :

Dans le numéro de la R. P. du 10 janvier, vous exprimez cette idée qu'il ne faut pas laisser ignorer à la classe ouvrière les trahisons et les reniements dont ceux qui sont ou furent ses chefs, ont pu se rendre coupables.

Ce n'est pas moi qui vous contredirai sur ce point, bien qu'il m'apparaisse un peu arbitraire de tirer d'un fait particulier des conclusions d'ordre général. N'importe! Si des chefs politiques se sont laissés acheter, disons-le, même si cela ne présente qu'un intérêt en quelque sorte historique. Si des syndicalistes purs ont tourné leur veste, ne le cachons pas non plus.

Apprenez donc aux lecteurs de la R. P., voulez-vous, ce qu'est devenu l'un des plus farouches anti-politiciens du temps où le syndicalisme pur se défendait contre le Parti Communiste. On se souvient certainement à la R. P. de l'extra-pur, du purissime Argence, de la Fédération des Métaux. Je joins à ma lettre une coupure du Progrès de Lyon, avec photo à l'appui, où vous reconnaîtrez ledit Argence, maire S.F.I.O. de Saint-Priest, faisant les honneurs de la station des eaux de la localité, aux personnalités officielles accourues pour le féliciter.

La morale ?

C'est que le reniement, la trahison, le lâchage, la lâcheté ou la vénalité sont de tous les temps, et qu'aucune organisation politique, philosophique ou syndicale ne peut se croire à l'abri de semblables aventures. La morale, c'est aussi qu'on peut peut-être faire de ces faits des arguments de polémique, mais qu'ils ne prouvent rien contre la justesse doctrinale ou tactique d'une organisation. Je pense qu'on l'oublie un peu trop, parfois, à la R. P.

Nous ignorions ce qu'il était advenu d'Argence. Nous remercions Souzy de nous le faire savoir, et nous nous empressons de porter cet important fait à la connaissance des lecteurs de la « R. P. »...

Mais où diable notre correspondant a-t-il jamais vu dans nos colonnes cette formidable bourde que les lâchages des hommes prouvaient contre la « justesse doctrinale » d'une organisation ?

Si telle était notre pensée, il y a longtemps que nous ne croirions plus au syndicalisme, car aucun mouvement n'a connu autant de lâchages que le syndicalisme révolutionnaire, et cela pour la bonne raison qu'il n'a ni « situation », ni « avenir » à offrir à ses adhérents.

Mais ceci dit, il nous faut tout de même remarquer que le cas d'Argence n'est pas comparable à celui auquel on le compare : changer de parti est une chose — être, pendant que l'on est dans un parti, à la solde des ennemis de ce parti, en est une autre. Entre abandonner le syndicalisme révolutionnaire pour le parti socialiste, et être à la solde du czar en même temps qu'on est un chef du parti socialiste, il y a tout de même une sacrée différence, et il faut vraiment avoir la vue bien courte pour ne pas s'en apercevoir.

Unamuno et Ferrer Dans un récent numéro de la « R.P. » nous avons signalé que M. de Unamuno, « grand intellectuel de gauche », « dame patronnesse » de « Monde », n'avait jugé bon de protester contre la loi scélérate espagnole sur les déportations sans jugement, qu'après que celle-ci eut été appliquée aux monarchistes ; tant qu'elle n'avait été appliquée qu'aux ouvriers, il était resté silencieux.

Cela nous a valu une lettre du camarade John Achard, qui nous apprend que Unamuno a été l'un de ceux qui ont approuvé... l'exécution de Ferrer.

Voici sur ce sujet l'extrait de la « Prensa » (18 février 29), journal argentin, que nous envoie Achard :

L'assassinat de Ferrer, qui frappait le droit de penser, souleva l'indignation du monde entier et donna lieu à de véhémentes protestations.

Seule une voix, l'unique sur toute la face de la terre, entreprit de défendre l'iniquité: ce fut celle de Michel de Unamuno.

Dans des articles publiés en Argentine il fit une caricature grotesque de Ferrer, le montrant comme un individu vulgaire, sans valeur, ni par son intelligence, ni par sa moralité. Il ne trouvait aucune raison pour que son exécution eut tant de retentissement. Après avoir outragé la mémoire du mort, il s'en prit à sa fille, maîtresse d'école comme le père, en des termes qui font douter de la proverbiale courtoisie espagnole. Plus encore, dans sa diatribe il attaqua tout le corps enseignant, il ridiculisa le maître d'école, se moquant de sa culture superficielle et de sa mauvaise éducation.

Et le camarade Achard de conclure :

M. de Unamuno fait partie de cette désastreuse équipe de clercs dont les révolutionnaires doivent se méfier et dont l'élimination est absolument nécessaire, tant en Espagne que partout ailleurs. Je pense qu'il serait utile de démasquer ce jocrisse de lettres, dont il ne faut rien attendre de bon.

A propos de l'espéranto et d'un article des « Primaires »

Comme suite au compte rendu fait par Giauffret de l'article de Sapir sur l'espéranto, paru dans les « Primaires », et des lettres déjà publiées à ce sujet, le camarade Messac, des « Primaires », nous écrit :

L'âpreté des controverses soulevées par l'article de Sapir m'a surpris. Les contradicteurs de Giauffret ont l'air de croire que Sapir est délibérément hostile à l'espéranto. C'est tout à fait faux! Sapir, au contraire, est de ceux qui préconisent la substitution de l'espéranto au latin comme langue de culture. Mais il s'est permis de remarquer, et avec raison à mon avis, que l'espéranto n'était pas intangible ni définitif, et qu'il datait déjà un peu. Entre autres choses, Zamenhof n'a presque pas tenu compte des langues orientales, dont les sujets parlants joueront dans l'avenir un rôle de plus en plus prépondérant. Lorsque des centaines de millions de Chinois, d'Indous, de Japonais, se mettront à parler la langue internationale, celle-ci subira fatalement des modifications qui feront éclater la vieille enveloppe de l'espéranto. Vos correspondants ne semblent pas du tout avoir aperçu ce côté de la question. D'autre part, et ici je dois faire mon mea culpa, car j'aurais dû expliquer cela dans une note, beaucoup des critiques de Sapir sont dirigées contre le « basic english », espèce d'anglais simplifié préconisé par C.-K. Ogden et beaucoup d'autres. Le basic est en effet très facile à apprendre, mais tout à fait insuffisant pour servir de moyen d'expression à la pensée moderne.

« Apprenez l'esperanto »

Le camarade Glodeau nous prie de faire savoir à tous ceux auxquels la discussion qui eut lieu dans nos colonnes au sujet de l'esperanto donnerait envie d'en savoir plus long sur la langue internationale, que :

Un cours gratuit d'esperanto par correspondance fonctionne toute l'année. Pour renseignements s'adresser: Fédération Espérantiste Ouvrière, 115, boulevard A.-Briand, Montreuil-Paris. (Timbre pour réponse).

D'autre part on envoie le Cours élémentaire d'Espéranto contre 2 fr. 50 en timbres, envoyés à la même adresse, ce qui donne droit en outre à un abonnement à 10 numéros du Travailleur Espérantiste.

UNE PIÈCE DE BERNARD SHAW

“Trop vrai pour être beau”

EXTRAITS (1)

I.

Une plage, au bord de la mer, dans un pays montagneux. Un palmier dattier projette une ombre allongée, car nous sommes au matin de bonne heure.

Dans cette ombre est assis, sur une chaise pliante, un colonel de l'armée britannique, occupé à lire paisiblement l'édition hebdomadaire du Times, néanmoins un revolver fait partie de son équipement. Ses noms et titres complets sont: Colonel Tallboys, V.C.D.S.O. Victoria Cross.

Il est dérangé dans sa lecture par une série de détonations assourdissantes qui annoncent l'approche d'une motocyclette puissante et rien moins que silencieuse.

TALLBOYS

Au diable, ce vacarme !

Le motocycliste, invisible pour le colonel, descend de sa machine et, avant de fermer le contact, laisse marcher le moteur qui fait un affreux tintamarre.

TALLBOYS (Avec colère).

Arrêtez ce vacarme, Nom de Dieu !

Le bruit cesse, et le cycliste, après avoir fixé sa machine sur son support, retire ses lunettes et ses gants, extrait une lettre de son porte-bagage et apparaît, la lettre en main, aux yeux du colonel.

C'est un simple soldat, d'aspect insignifiant, les vêtements poussiéreux ainsi que son visage battu par le vent. A part cela, rien à lui reprocher: sa tunique et ses bandes molletières sont élégantes et correctes, et son parler prompt et rapide. Néanmoins le colonel, déjà irrité par le vacarme de la motocyclette et l'obligation d'avoir à interrompre la lecture de son journal, le regarde d'un air très rébarbatif. Il y a en effet dans la personne de ce soldat quelque chose d'exaspérant et d'explicatement incongru. Il porte un casque de moelle, muni par derrière d'un voile; de profil, ce voile rappelle une chemise qu'on aurait oublié de rentrer par derrière, tandis que vu de front la manière dont il retombe sur ses épaules lui donne l'aspect d'une femme car il a l'air d'avoir des tire-bouchons et une voilette, ce qui est très peu en rapport avec le costume d'un soldat; sa taille est celle d'un garçon de dix-sept ans, mais on dirait que dans le seul dessein d'agacer le colonel il a emprunté à quelqu'un d'autre sa longue tête, son nez et son menton à la Wellington. Heureusement pour lui, ce sont là des outrages pour lesquels on ne peut être traduit devant un conseil de guerre.

Il salue; tend la lettre au colonel et demeure au garde à vous.

(1) Nous devons à l'obligeance du camarade A. Hamon, traducteur de Bernard Shaw, de pouvoir publier des extraits de cette pièce, actuellement donnée au Théâtre des Arts, et encore inédite en français.

TALLBOYS

(Prenant la lettre).

Qu'est-ce que c'est ?

LE CYCLISTE

On m'a envoyé porter une lettre au chef du village indigène dans la montagne, mon colonel. C'est sa réponse, mon colonel.

TALLBOYS

Je ne suis pas au courant... Qui vous a envoyé ?

LE CYCLISTE

Le colonel Saxby, mon colonel.

TALLBOYS

Le colonel Saxby est gravement malade et vient de regagner la base. C'est moi qui le remplace. Je suis le colonel Tallboys.

LE CYCLISTE

C'est ce que j'ai compris, mon colonel.

TALLBOYS

Eh bien, est-ce une lettre personnelle à lui envoyer, ou bien pour le service ?

LE CYCLISTE

Pour le service, mon colonel, vous pouvez l'ouvrir.

TALLBOYS

(Se tournant sur sa chaise et l'écrasant d'un regard empreint d'un sarcasme féroce).

Merci.

(Il l'examine sévèrement du bout de ses pieds au bout de son nez).

Comment vous appelez-vous ?

LE CYCLISTE

Humble, mon colonel.

TALLBOYS

(Avec aversion).

Quoi !

LE CYCLISTE

Humble, mon colonel, H, u, m, b, l, e.

(Le colonel le considère avec répulsion tout en déchirant l'enveloppe. Un silence pénible pendant qu'il regarde la lettre embarrassée).

TALLBOYS

En dialecte... Faites venir l'interprète. Qui vous a choisi pour ce service ?

HUMBLE

Le sergent, mon colonel.

TALLBOYS

On aurait pu choisir une personne capable, représentative et qui ait suffisamment d'allure pour impressionner le chef indigène auquel le colonel Saxby adressait sa lettre. Comment se fait-il que ce soit vous qu'on ait choisi ?

HUMBLE

Je me suis offert, mon colonel.

TALLBOYS

Vraiment ? Allons, vous trouvez que vous êtes un

homme qui fait impression, hein ! Vous vous imaginez porter avec vous l'atmosphère de l'Empire Britannique, n'est-ce pas ?

HUMBLE

Non, mon colonel. Seulement, je connais le pays. Et je parle un peu les dialectes indigènes.

TALLBOYS

Epatant ! Et pourquoi, avec tous ces talents, n'êtes-vous pas devenu au moins caporal !

HUMBLE

Pas qualifié au point de vue instruction, mon colonel.

TALLBOYS

Un illettré, alors ! Vous n'avez pas honte ?

HUMBLE

Non, mon colonel.

TALLBOYS

Vous en êtes fier, hein ?

HUMBLE

Je n'y peux rien, mon colonel !

TALLBOYS

D'où avez vous tiré votre connaissance du pays ?

HUMBLE

J'étais comme qui dirait une espèce de chemineau avant de m'engager, mon colonel.

TALLBOYS

Ma parole, si je pouvais mettre la main sur le sergent recruteur qui vous a enrôlé, je lui retirerais ses galons. Vous êtes une honte pour l'armée.

HUMBLE

Oui, mon colonel.

TALLBOYS

Allez et envoyez-moi l'interprète, et ne revenez pas avec lui, que je ne vous revoie pas.

HUMBLE

(Hésitant).

Eu...

TALLBOYS

(D'un ton péremptoire).

Quoi encore ? Avez vous entendu mon ordre ? Envoyez moi l'interprète.

HUMBLE

Le fait est mon colonel...

TALLBOYS

(Hors de lui, frappant du pied).

Vous osez dire que le fait est ? Obéissez et taisez-vous.

HUMBLE

Oui, mon colonel. Je vous demande pardon, mon colonel,

(Avec un sourire propitiatoire).

...mais, c'est moi, l'interprète.

Tallboys se lève d'un bond, domine de toute sa hauteur Humble qui semble plus petit que jamais, puis il se croise les bras pour donner plus de force à une réplique écrasante. Sur le point de l'exprimer il décroise subitement les bras et se rassied d'un air résigné.

TALLBOYS

(D'un ton bas).

Eh bien, si c'est vous, l'interprète, lisez-moi ça.

(Il lui tend la lettre).

HUMBLE

(Sans l'accepter).

Inutile, merci, mon colonel. Je sais ce qu'il y a dedans.

TALLBOYS

Comment le savez-vous ?

HUMBLE

Il ne savait pas comment rédiger une lettre, mon colonel, il a fallu que je le fasse pour lui.

TALLBOYS

Et comment saviez-vous ce que disait la lettre du colonel Saxby ?

HUMBLE

Je l'ai lue, au destinataire, mon colonel.

TALLBOYS

C'est lui qui vous l'a demandé ?

HUMBLE

Oui, mon colonel.

TALLBOYS

Il n'avait pas le droit de communiquer le contenu d'une lettre de ce genre à un simple soldat. Il ne savait certainement pas ce qu'il faisait, vous vous êtes, sans doute, fait passer pour un officier responsable.

HUMBLE

Pour lui, ça n'aurait pas fait de différence, mon colonel. Il m'a appelé le Seigneur des Iles Occidentales.

TALLBOYS

Vous, un rien du tout !... Si la lettre avait été envoyée par un messenger irresponsable, le fait aurait dû être mentionné dans la lettre. Qui l'a rédigée ?

HUMBLE

Le secrétaire du sergent-major, mon colonel.

TALLBOYS

Envoyez-le moi. Et dites-lui d'apporter le reste des instructions du colonel Saxby.

(Humble ne bouge pas).

Vous entendez ! Ne faites pas de grimaces idiotes ! Vite ! Grouillez-vous, envoyez-moi le secrétaire du sergent-major.

HUMBLE

C'est que...

TALLBOYS

(D'une voix de tonnerre).

Encore !!!

HUMBLE

Pardon, mon colonel. C'est moi, le secrétaire du sergent-major.

TALLBOYS

Vous ! Alors, c'est vous qui avez écrit et la lettre et la réponse, les deux ?

HUMBLE

Oui, mon colonel.

TALLBOYS

Ou vous mentez en ce moment, ou vous mentiez quand vous prétendiez que vous étiez illettré. Lequel des deux ?

HUMBLE

Voilà ; j'étais incapable de passer l'examen quand on voulait me donner de l'avancement. Mes nerfs, je suppose, mon colonel.

TALLBOYS

Vos nerfs ! Qu'est-ce qu'un soldat a affaire avec des nerfs ? Vous voulez dire que vous ne valez rien quand il s'agit de se battre et qu'il faut vous mettre à faire n'importe quoi, sauf à vous battre.

HUMBLE

Oui, mon colonel.

TALLBOYS

Eh bien, la prochaine fois qu'on vous enverra porter une lettre, j'espère que les brigands vous attraperont et vous garderont.

HUMBLE

Il n'y a pas de brigands, mon colonel.

TALLBOYS

Pas de brigands! Vous avez dit pas de brigands.

HUMBLE

Oui, mon colonel.

TALLBOYS

Vous connaissez les Articles du Code Militaire en temps de guerre je suppose.

HUMBLE

Je les ai entendu lire tout haut, mon colonel.

TALLBOYS

Vous les avez compris?

HUMBLE

Je pense que oui, mon colonel.

TALLBOYS

Vous pensez que oui! Eh! bien! vous ne feriez pas mal de penser un peu plus. Vous servez dans un corps expéditionnaire envoyé dans ce district pour supprimer le brigandage et pour délivrer par la force une dame anglaise que les brigands ne veulent relâcher que contre rançon. Vous savez cela. Vous ne le pensez pas, vous le savez, n'est-ce pas?

HUMBLE

C'est ce qu'on a dit, mon colonel.

TALLBOYS

Vous savez aussi qu'en vertu de ces articles du Code Militaire tout soldat qui, étant en service actif, commet sciemment un acte quelconque calculé pour mettre en péril le succès des forces de sa Majesté ou une portion quelconque de celles-ci, est passible de la peine de mort. Vous comprenez? La mort!

HUMBLE

Oui, mon colonel. Règlement de l'armée, Première Partie, Quatrième Section, Numéro six. Mais je crois, mon colonel, que vous parlez de la cinquième section, numéro cinq.

TALLBOYS

Vraiment? Peut-être serez-vous assez bon pour me citer la section cinq, numéro cinq?

HUMBLE

Oui, mon colonel: «Celui qui, par la parole, propage des bruits calculés pour créer inutilement l'alarme ou le découragement!...»

TALLBOYS

Il est heureux pour vous, soldat Humble, que le règlement ne dise rien des soldats qui créent le découragement rien que par leur seul aspect personnel. S'il en avait été ainsi, votre vie ne vaudrait même pas un fifrelin.

HUMBLE

Non, mon colonel. Faut-il que je mette dans un dossier la lettre et sa réponse avec leur traduction, mon colonel?

TALLBOYS

(Déchirant la lettre en morceaux et jetant ceux-ci).

Votre imbécillité a tourné en dérision l'une et a fait de l'autre une absurdité... Qu'a dit le chef?

HUMBLE

Seulement que le pays était maintenant pourvu de routes excellentes, mon colonel. Des auto-cars font le service quotidien toute l'année. Le dernier brigand a pris sa retraite il y a une quinzaine d'années et il a maintenant quatre vingt dix ans.

TALLBOYS

Le tissu de mensonges habituels. Ce chef est ligué avec les brigands. Je parie qu'il exerce lui-même à l'occasion.

HUMBLE

Je ne crois pas, mon colonel. Le fait est...

TALLBOYS

Je vous surprends encore une fois à dire : Le fait est...?

HUMBLE

Je vous demande pardon, mon colonel. Ce vieux brigand, c'est le chef lui-même. Il vous envoie un présent d'un mouton et six dindons.

TALLBOYS

Renvoyez-les immédiatement. Rempportez-les sur votre sale motocyclette. Et informez le chef que les officiers britanniques ne sont pas des Orientaux et n'acceptent pas de pots de vin des fonctionnaires dans les districts desquels ils sont chargés de rétablir l'ordre.

HUMBLE

Il ne comprendra pas, mon colonel. Il ne croira pas que vous avez l'autorité si vous n'acceptez pas de présents. D'ailleurs ils ne sont pas encore arrivés.

TALLBOYS

Eh! bien, dès que les messagers du chef arriveront, vous leur ferez faire demi-tour avec leur mouton et leurs dindons et avec une note spécifiant que mes bonnes grâces ne sont pas à vendre et ne peuvent être gagnées qu'avec de l'honnêteté et de la diligence.

HUMBLE

Ils n'oseront ramener ni les présents, ni la note, mon colonel. Ils voleront le mouton et les dindons et ils rapporteront de gracieux messages de votre part à leur chef. Mieux vaut garder la viande de volaille, mon colonel; elles seront les biens venues après une longue période de nourriture réglementaire.

TALLBOYS

Soldat Humble.

HUMBLE

Oui, mon colonel.

TALLBOYS

Si jamais, dans un avenir plus ou moins lointain, on vous confie le commandement de cette expédition, vous aurez alors sans nul doute l'occasion de mettre à exécution vos vues personnelles et votre type personnel de morale. Mais pour le moment, veuillez avoir l'obligeance d'obéir à mes ordres sans commentaire?

HUMBLE

Oui, mon colonel. Je vous demande pardon, mon colonel.

II.

LA MALADE

On gouverne bien mieux une maison comme servante que comme maîtresse, au jour d'aujourd'hui, colonel.

TALLBOYS

Très fort ça... Vous allez me dire maintenant qu'on gouverne bien mieux un régiment comme simple soldat que comme colonel, sans doute.

(Le klaxson résonne d'une façon stridente. Le colonel s'élançe vers les dunes mais Humble le dépasse et prend la parole avec une autorité indiscutable).

HUMBLE

Attention! Chargez les magasins!... Tenez les marrons (1) prêts?... Combien en comptez-vous, sergent?... A quelle distance?

(1) « Les marrons sont des feux d'artifice, des trucs qui partent en faisant boum. Ça sert pour faire des signaux ».

LE SÉRGENT FIELDING

(Invisible).

Quarante chevaux... Neuf cents mètres environ, à vue d'œil.

HUMBLE

En joue!... Hausses levées... Distance: dix huit cents mètres au dessus des têtes!... Dix tours rapides... Feu!

(Bruit de fusillade).

Quel effet?

LA VOIX DU SÉRGENT

Ils avancent.

HUMBLE

Marrons numéro un: prêt!... Contact!

(Formidable explosion sur la droite).

Quel effet?

LA VOIX DU SÉRGENT

Ils se sont arrêtés.

HUMBLE

Marrons numéro deux: prêt!... Contact!

(Explosion sur la gauche).

Quel effet?

LA VOIX DU SÉRGENT

En fuite tous.

(Humble redescend la colline, ayant repris son rôle de simple soldat sans importance).

HUMBLE

Tout va bien, mon colonel. Excusez l'interruption.

TALLBOYS

Ah! vous appelez cela une interruption.

HUMBLE

Oui, mon colonel; il n'y a rien qui doive vous inquiéter... Dois-je faire le rapport, mon colonel? Important engagement. Ennemi en déroute; aucune perte, de notre côté. Peut-être la cravate de commandeur, pour vous, mon colonel.

TALLBOYS

Soldat Humble, puis-je vous demander, si vous voulez me pardonner mon audace... qui a le commandement de cette expédition, vous ou moi?

HUMBLE

Vous, mon colonel.

TALLBOYS

Vous me flattez. Merci. Puis-je encore vous demander qui diable vous a permis de semer tout le stock de marrons du régiment par toute la colline et de les faire exploser au nez de l'ennemi?

HUMBLE

Cela fait partie des devoirs de l'ordonnance du service de renseignements, mon colonel. C'est moi, l'ordonnance du service de renseignements. Je devais faire croire à l'ennemi que les collines étaient hérissées de canons britanniques. Ils le croient maintenant, mon colonel! Plus d'ennuis de leur part à présent.

TALLBOYS

Vraiment! Commis du maréchal des logis, interprète, ordonnance du service de renseignements. Pas d'autres titres dont je n'aie pas encore été informé?

HUMBLE

Non, non, mon colonel.

TALLBOYS

Vous êtes bien sûr de ne pas être maréchal par hasard?

HUMBLE

Tout à fait sûr, mon colonel. Je ne suis jamais arrivé plus haut que le grade de colonel.

TALLBOYS

Vous, colonel! Qu'est-ce à dire?

HUMBLE

Pas un vrai colonel. Plutôt un grade honoraire, mon colonel, pour sauver les apparences quand j'avais à prendre un commandement.

TALLBOYS

Et comment se fait-il que vous ne soyez plus qu'un simple soldat maintenant?

HUMBLE

Je préfère rester dans le rang, mon colonel. J'y ai mes coudées plus franches. Et puis les conversations du mess des officiers ne me conviennent pas. Je donne toujours ma démission d'officier et je m'enrôle de nouveau.

TALLBOYS

Toujours! Et combien de fois vous êtes-vous enrôlé?

HUMBLE

Je ne me rappelle pas très bien, mon colonel. Trois fois, je crois.

TALLBOYS

Eh! bien, que le diable m'emporte.

LA MALADE

Oh! colonel! Et vous qui preniez ce grand génie militaire pour un niais!!!

TALLBOYS

(Avec aplomb).

Naturellement. Les symptômes sont précisément les mêmes...

(A Humble).

Rompez.

III.

Tandis qu'ils sont tous assis, un bruit lointain ressemblant à celui d'une mitrailleuse en action vient frapper leurs oreilles. Le bruit augmente et atteint une intensité assourdissante à mesure qu'il se rapproche. Ils portent tous leurs doigts à leurs oreilles.

TALLBOYS

Humble!

AUBREY

Humble!

DOUCEITE

Humble!

LE VIEILLARD

Qu'est-ce que c'est? Pourquoi dites-vous tous Humble?

(Humble, tout poudreux et plein de sable, mais très alerte, descend le sentier, par la brèche, avec une sacoche pleine de papiers).

TALLBOYS

Mon cher Humble, vous ne pouvez donc pas vous contenter d'une motocyclette d'une puissance ordinaire? Faut-il que vous vous transportiez toujours à cent à l'heure?

HUMBLE

De bonnes nouvelles pour vous, mon colonel! Et les bonnes nouvelles doivent marcher vite.

TALLBOYS

Pour moi?

HUMBLE

Par sans fil, mon colonel.

(Présentant un papier).

La liste des promotions. Vous voilà général.

TALLBOYS

(Se levant joyeusement pour prendre le papier).

Ah! félicitez-moi, mes amis. Ma chère Sarah est enfin la générale Tallboys!

TALLBOYS

(Il reprend son siège et parcourt le papier).

AUBREY

Bravo!

LE SERGENT

Vous le méritez, mon colonel, si vous me permettez de le dire.

DOJCETTE

Enchantée, ma parole.

LE VIEILLARD

Puis-je solliciter la faveur d'apprendre la nature des services distingués qui vous ont valu cet honneur, Monsieur?

TALLBOYS

J'ai gagné la bataille des marrons. J'ai supprimé le brigandage dans cette région. J'ai sauvé une dame anglaise des griffes des brigands. Le gouvernement prépare des élections et il a dû tirer tout le parti possible de ce modeste succès.

LE VIEILLARD

Des brigands! On en trouve donc ici!

TALLBOYS

Pas un.

LE VIEILLARD

Mais alors? La dame anglaise? Dans leurs griffes?

TALLBOYS

Elle était dans mes griffes à moi, et parfaitement en sûreté, tout le temps.

LE VIEILLARD

(De plus en plus perplexe).

Et alors, la bataille des...

TALLBOYS

Gagnée par le soldat Humble. Je n'ai absolument rien à y voir.

AUBREY

C'est moi qui ai inventé les brigands et la dame anglaise...

(A Tallboys).

A propos, Colonel, le solennel individu que vous voyez devant cet autel est mon père.

TALLBOYS

Vraiment! Heureux de faire votre connaissance, Monsieur, bien que je ne puisse pas vous féliciter sur votre fils, si ce n'est que vous avez donné au monde le plus fieffé menteur que j'ai jamais rencontré.

LE VIEILLARD

A mon tour, Monsieur, oserai-je vous demander si vous avez l'intention non seulement de pardonner les impostures de mon fils, mais d'en tirer profit en acceptant une distinction que vous n'avez gagnée en aucune façon?

TALLBOYS

Je l'ai gagnée, monsieur, et plus de dix fois. Croyez-vous, parce que ce brigandage, dont la suppression m'a valu l'honneur que vous connaissez, n'existe pas, que je n'ai jamais supprimé de vrais brigands? Est-ce que vous oubliez que, si cette bataille, dont j'ai été proclamé le vainqueur, a été gagnée par un subordonné, moi aussi, j'ai gagné de véritables batailles, et j'en ai vu tout l'honneur s'en aller à un général de brigade qui ne savait même pas ce qui s'était passé? Dans l'armée, il s'établit une moyenne dans ce genre de choses, et à la longue, le mérite finit toujours par être récompensé. La justice n'en est pas moins la justice parce qu'elle arrive toujours en retard, et est appliquée

finalement par erreur. Aujourd'hui mon tour, demain celui du soldat Humble.

LE PÈRE

Et en attendant, M. Humble, cet obscur mais digne soldat, doit rester inconnu et pauvre, tandis que vous, vous vous pavanez avec votre grade de général?

TALLBOYS

Comme je l'envie!... Regardez-moi et regardez-le!... Moi, accablé de responsabilités, tandis que j'ai les mains liées, le corps perclus, l'esprit paralysé, tout cela parce qu'un colonel ne doit rien faire que donner des ordres et avoir l'air important et profond quand sa tête est complètement vide! Lui, libre de mettre la main à tout et d'avoir l'air idiot quand il se sent tel! J'ai été poussé à faire de l'aquarelle parce que je ne pouvais pas me servir de mes mains en faisant les besognes quotidiennes, utiles, de la vie. Un officier supérieur ne doit pas faire ceci, ne doit pas faire cela, ni rien, sinon dire à d'autres de le faire. Il ne peut même pas causer avec eux. Cet Humble, je le vois faire tout ce qui est naturel à un homme normal de faire. Clouer! Limer! Pocher! Tirer! Pousser! Chercher! Porter! Enfin s'aider lui-même et aider les autres. Mais moi, avec un corps plus grand que le sien et la même dose d'énergie pour travailler, je dois fainéanter et me prélasser, avec défense de rien faire, sauf lire les journaux et boire du whisky à l'eau pour m'empêcher de devenir fou. N'eussent été les couleurs, je serais devenu un parfait ivrogne.

LA VOIX DU SERGENT

Ah mon colonel! oui, les couleurs! Le drapeau! La crainte de déshonorer m'a bien souvent empêché de boire.

TALLBOYS

Je ne veux pas parler des couleurs du drapeau, mais des couleurs à l'eau, de mes chères aquarelles. Avec quel plaisir j'échangerais ma paye, mon rang, mon grade de général contre la pauvreté de Humble et son obscurité!

HUMBLE

Mais mon cher Colonel, pardon, mon général, vous pouvez très bien devenir un simple soldat si vous voulez. Rien de plus facile; je l'ai fait plus d'une fois, moi. Vous donnez votre démission d'officier, vous choisissez un autre nom très commun que vous faites enregistrer, vous vous teignez les cheveux et vous donnez comme âge, au sergent recruteur, disons vingt-deux ans, et le tour est joué! Vous pouvez choisir votre propre régiment.

TALLBOYS

Humble, vous ne devriez pas tenter votre chef. Nul doute que vous ne soyez un soldat extraordinaire. Mais avez-vous jamais subi l'épreuve extrême et finale du courage masculin?

HUMBLE

Laquelle est-ce, mon colonel?

TALLBOYS

Vous ne vous êtes jamais marié?

HUMBLE

Non, mon colonel.

TALLBOYS

Alors, ne me demandez pas pourquoi je ne démissionne pas de mon grade d'officier pour devenir un simple soldat libre et heureux. Ma femme ne me le permettrait pas.

Lettre d'un ouvrier de Moscou ⁽¹⁾

...Il est difficile de se maintenir ici longtemps en bon état : on vit en lutte continuelle contre tout et contre tous...

Le matin j'attends le tram : on gèle. Finalement il arrive et une foule d'ouvriers se précipite à l'assaut des marchepieds avec une violence indescriptible ; une fois qu'on est dans la voiture on est serré comme des harengs. Tout le monde est nerveux ; chacun exige du voisin des manières courtoises et tous s'injurient. Heureux qui parvient à entrer dans la voiture ! Il m'arrive souvent de rester debout sur un marchepied où nous sommes à sept, le corps saillant au dehors et m'accrochant des deux mains pour ne pas tomber. De plus courageux s'agrippent aux parois, je ne sais comment, ils posent les pieds près des roues et il ne se passe pas deux jours sans que l'un ou l'autre n'y laisse ses jambes.

Ce martyre dure une heure le matin et plus d'une heure le soir. Vous comprendrez que les contaminations ne soient pas rares dans ces conditions. Et l'on ne peut faire autrement, parce que si l'on vient trois fois en retard au travail on est congédié, ce qui veut dire privé de pain. Un seul jour d'absence sans raisons plausibles suffit à vous faire jeter sur le pavé.

J'ai été une fois jeté sur le pavé sans m'être absenté, pour avoir critiqué le directeur de la fabrique. Je suis resté deux mois sans travail, sans subsides, après avoir été chassé plus brutalement qu'il ne m'était jamais arrivé de l'être dans ma vie, sans préavis, avec cette excuse : « réduction de personnel. » Il est vrai qu'on réduit maintenant le personnel partout, par milliers de personnes ; mais dans mon cas, c'était une basse vengeance d'un bureaucrate enragé. Mais je ne l'ai pas laissé en paix, j'ai fait appel au commissariat du travail où l'on me connaît et j'ai été repris à la fabrique et le directeur a été mis à la porte après avoir fait des excuses.

...Ici les difficultés économiques se font sentir de façon de plus en plus aiguës d'année en année et je puis vous assurer que cette année n'apportera aucune amélioration. En Ukraine, dans le Caucase du Nord, c'est la famine, la vraie famine avec toutes ses horreurs et le plus grave c'est qu'on a semé très peu et mal, que le bétail est on ne peut plus réduit. En Crimée et dans beaucoup de régions de la Sibérie les populations supportent les plus dures privations depuis 3 ans déjà.

Dans les grandes villes on ne sent pas encore ces calamités. Moscou et Leningrad surtout sont ravitaillées le plus possible et la répartition des produits est un vrai prodige. Les premiers à être servis

sont les spécialistes étrangers qui peuvent acheter à prix réduit tous les produits ; puis viennent les membres du gouvernement, les vieux bolcheviks, les membres des institutions dirigeantes, puis le Guépéou, la milice, puis les spécialistes russes et enfin les ouvriers ! Parmi les ouvriers on distingue : ceux qui font partie des coopératives, ceux qui ont le livret d'« Udarnich » (brigades de choc). Puis viennent les employés... et puis, et puis... Diviser pour régner ! Mais même dans les grandes villes on vit sur des épines. Chaque jour il y en a une autre. Maintenant c'est le tour des passeports et l'expulsion de centaines de milliers d'habitants. Je puis vous assurer qu'en peu de mois on épuisera de Moscou pas moins d'un demi-million d'habitants. Où iront-ils ? Trouveront-ils du pain et des logements ailleurs ? Nul ne le sait.

Tout ceci n'est ni nouveau, ni secret : chaque habitant sait ces choses, chacun en parle, chacun y est intéressé. Je puis vous dire qu'on ne parle d'autre chose en U.R.S.S. que de pain et de produits. A côté de ces faits négatifs il y a l'industrie nouvelle qui s'est implantée et qui a déjà changé la physionomie de la Russie et la changera encore davantage. Oublier ce fait ou le négliger c'est ne pas comprendre ce qui se passe ici. J'estime toujours que les méthodes employées sont horribles et irrationnelles et que d'un certain point de vue, elles n'ont rien à voir avec le socialisme, même avec le pire. C'est une Babel asiatique. On fait des plans calculés scientifiquement, puis on les refait peu de temps après en dépensant des millions et des millions ; on prend des mesures draconiennes que l'on condamne le lendemain sous des prétextes hypocrites. Mais l'industrie est là. Toute l'U.R.S.S. est un immense champ de bataille, on lutte et on meurt, on contruit et on détruit, personne n'est libre ; comme en temps de guerre, les camps de concentration sont pleins et les cimetières aussi. Mais la vieille Russie est sur le point de disparaître pour laisser la place au métal, au pétrole et au charbon, et, entre parenthèses, à une bureaucratie d'Etat qui dépasse les pires prédictions.

XXX

Nous ne commenterons pas les derniers événements d'Allemagne. Il est des heures où l'action seule compte. Et où il est ridicule, pour ceux qui se trouvent en dehors de l'action, de parler.

Une seule leçon. L'avènement de Hitler en Allemagne après celui de Mussolini en Italie montre d'une façon éclatante qu'IL EST IMPOSSIBLE AU PROLETARIAT DE SE CONTENTER DE DEMI-VICTOIRES. S'il ne poursuit pas ses avantages jusqu'à la destruction totale de l'adversaire, s'il veut gouverner de compte à demi avec le capitalisme, celui-ci, à la première occasion, revient sur lui, et, tremblant encore de la peur qu'il a eu, lui impose une poigne de fer.

Quand on a occupé la chancellerie du Reich, tout comme lorsqu'on a occupé les usines, si l'on n'en profite point pour poursuivre aussitôt et sans répit la destruction du capitalisme, on est voué inéluctablement à subir, à brève échéance, Mussolini ou Hitler.

(1) L'identité de l'auteur de cette lettre nous est, bien entendu, parfaitement connue ; et, bien entendu aussi, c'est tout le contraire d'un bourgeois, ou d'un « contre-révolutionnaire ». (N.D.L.R.).

La renaissance du Syndicalisme

Le B.I.T. et le mouvement syndical

A propos d'une place de directeur adjoint..

Du cercle des hauts dirigeants du mouvement syndical international, des lamentations s'élèvent à propos du B.I.T. Dans le Mouvement syndical belge du 20 janvier, Mertens consacre à l'institution de Genève toute un article intitulé: « L'organisation internationale du travail à un tournant dangereux. »

Le B.I.T., écrit-il en conclusion, est une institution qui doit s'appuyer essentiellement sur le mouvement ouvrier de tous les pays et si on oublie ou si on néglige cette condition, on doit se rendre compte que, bientôt, elle perdra son caractère et son âme et sera tout au plus un lieu où l'on dresse des statistiques.

Pour que, d'après les termes employés par le militant de la Commission syndicale belge, l'existence même du Bureau International du Travail soit en jeu, de quoi s'agit-il donc?

Après dix années d'expériences plus négatives les unes que les autres, après tant de déceptions accumulées, les dirigeants du mouvement syndical international se rendent-ils enfin à l'évidence, se décident-ils à constater la faillite de ce qui fut naguère appelé pompeusement une « Centrale d'Énergie » ?

Devant les faits incontestés et incontestables, vont-ils déclarer qu'à Genève le mouvement syndical international a perdu son temps, et qu'il lui faut maintenant emprunter d'autres voies?

Vous n'y êtes pas!

Il s'agit bien de l'orientation du mouvement! Il s'agit bien des résultats décevants de dix ans de collaboration! Mais non, voyons... Il s'agit du budget du Bureau International du Travail. Le gouvernement du « camarade » Mac Donald multiplie les efforts pour comprimer ledit budget. Il épluche les comptes et vise à réduire le nombre des fonctionnaires. C'est ainsi que, depuis la mort d'Albert Thomas, le défunt ayant été remplacé par le directeur adjoint, M. Butler, aucun directeur adjoint n'a encore été désigné pour remplacer M. Butler et, nous informe Mertens, « il est tout simplement question de supprimer le poste de directeur adjoint ».

Un article publié dans le Peuple de Bruxelles du 26 janvier, précise la gravité du « conflit ». Le groupe ouvrier du B. I. T. « revendique » pour l'un des siens la « place » de directeur adjoint. Il s'agit de Lederer, un militant allemand, à qui le gouvernement allemand de l'époque (que sera-ce avec Hitler?) songeait à opposer un fonctionnaire de son ministère du travail. Et Schevenels, le secrétaire de la Fédération Syndicale Internationale déclare:

On nous a promis, lors de la nomination de Butler au poste de directeur, de nous accorder le poste de sous-directeur.

Nous saurons rappeler cette promesse.

La désignation d'un autre candidat que celui du groupe ouvrier serait un camouflet et une preuve d'hostilité à notre égard.

Ce serait aussi la négation du principe de la justice sociale, inscrit au Traité de Versailles.

Si le B.I.T. veut abandonner ce principe, il n'a plus aucune raison d'être.

**

J'ignore qui a été nommé directeur adjoint du Bureau International du Travail et même si quelqu'un occupe maintenant ce poste de choix. Je me permets d'ajouter que ce souci ne me paraît pas occuper une bien grande place dans les préoccupations des militants des syndicats confédérés.

Car, n'est-ce pas? d'autres problèmes les sollicitent.

Pour ne parler que de celui que l'on a voulu placer au premier plan de l'actualité, les militants confédérés de la « base » se demandent assurément que penser et que faire au sujet de la question de la semaine de 40 heures.

Or personne n'aura oublié que cette question a fait l'objet de larges débats au sein de l'organisation internationale du travail, devant une conférence préparatoire réunie le 10 janvier à Genève spécialement à cet effet.

Qu'a fait cette conférence? A-t-elle étudié et résolu la question des 40 heures en conformité avec le principe de « justice sociale » dont parlait Schevenels?

Sans entrer pour l'instant dans le détail des discussions, voyons les résultats. Par 41 voix contre 22 et 7 abstentions, la Conférence préparatoire a adopté la résolution que voici, déposée par plusieurs représentants des gouvernements:

La Conférence, après avoir pris connaissance des divers arguments apportés pour et contre une réduction de la durée de travail, estime qu'elle est un des moyens susceptible de réduire le chômage. En conséquence, elle décide d'examiner les questions de détail en prenant pour base de son examen les questions posées par le Bureau sous le chiffre II des conclusions de son rapport, afin d'aboutir à un arrangement sur le plan international dont les modalités d'application soient déterminées en vue de rendre possible le maintien du niveau de vie des salariés (1).

O langue diplomatique! Il faut s'y reprendre à deux fois pour saisir le sens de ces quelques lignes. Voyons? la semaine de 40 heures est « estimée » comme un des moyens susceptibles de réduire le chômage... Bon. Mais on va examiner les « questions de détail » ... afin d'aboutir à un « arrangement sur le plan international »... dont les modalités d'application soient déterminées « en vue de rendre possible le maintien du niveau de vie des salariés... » qu'est-ce que ça veut dire, bon Dieu! qu'est-ce que ça veut dire? Est-ce que ça veut dire que le niveau de vie des salariés sera maintenu? Ou bien que ce maintien est actuellement im-

(1) Informations sociales, 23-1-33, page 106.

possible? Et qu'il faille attendre qu'il soit possible pour réaliser les 40 heures? Est-ce un succès pour la thèse ouvrière ou un échec?

Comme la question est mieux éclairée quand on rappelle qu'avant d'adopter la résolution reproduite intégralement ci-dessus, la Conférence avait repoussé, par 32 voix contre 21 et 17 abstentions, une résolution comportant le maintien des salaires!

Cette résolution, présentée par le groupe ouvrier, était ainsi conçue:

La Conférence estime que la discussion du projet de convention sur la semaine de 40 heures doit avoir lieu en prenant pour base que les gains hebdomadaires et les traitements mensuels ne pourront être réduits à la suite de la réduction des heures de travail résultant de l'adoption et de l'application de ladite convention (2).

Ça, c'était clair.

Ça, c'était net.

La Conférence l'a repoussé.

A sa majorité, le Bureau International du Travail a refusé de dire que le maintien des salaires actuels s'imposait en cas d'application de la semaine de 40 heures.

Ensuite, évidemment, on a élaboré un compromis. Mais ce nègre-blanc ne saurait éclipser le premier vote.

Il en est toujours ainsi dans la diplomatie: les textes adoptés ne disent jamais rien. Quand on veut « piger » quelque chose, il faut se reporter aux textes mis au panier. Et les fonctionnaires du Bureau International du Travail s'y connaissent, dans la diplomatie!

*
**

On me dira:

— La semaine de quarante heures est avant tout une affaire d'action et d'organisation ouvrières. Comme la liberté, les quarante heures ne se demandent pas, elles se prennent.

J'en tombe d'accord. On peut même ajouter qu'il en est de même de l'application de la journée de huit heures, laquelle continue, si paradoxal que cela puisse paraître actuellement, à être sabotée dans pas mal d'industries. (C'est un fait que les syndicats pourraient constater s'ils consentaient à remplir leur besogne élémentaire. Une statistique officielle ne dit-elle pas qu'au 1er décembre 1932, sur 2 millions 400 mille ouvriers français occupés dans 8.896 établissements, 61 % travaillaient 48 heures ET PLUS?)

C'est entendu, au premier plan il doit y avoir l'effort de la classe ouvrière organisée.

Mais n'oublions pas, s'il vous plaît, que la C.G.T. est au Bureau International du Travail, que ses militants ont participé à la Conférence dont il est question, tout cela au nom de la « collaboration internationale » qui s'est, depuis la guerre, substituée aux méthodes d'action directe et au principe de l'autonomie du mouvement ouvrier.

Nos hauts dirigeants syndicaux poursuivent leur politique de collaboration et vont au B.I.T. pour faire

respecter le principe de « justice sociale » inscrit dans le Traité de Versailles.

Ne vous semble-t-il pas que ce principe de « justice sociale » a été bougrement plus violé par le refus de garantir le niveau de vie des salariés en cas de réduction de la durée de travail que par le refus d'accorder au groupe ouvrier le poste de directeur adjoint du Bureau International du Travail?

Faute d'être une « Centrale d'énergie », un agent de réalisation, certains ont pu considérer que le B.I.T. pouvait être non seulement un lieu où l'on dresse des statistiques mais aussi un endroit où l'on pose des principes, où l'on trace des chemins. Ce n'est pas entre nous qu'il convient de discuter le principe du maintien du niveau de vie des salariés, car le syndicalisme vise non seulement à maintenir ce niveau mais à l'augmenter. Mais, au point de vue de la « justice sociale » il n'était vraiment pas difficile de démontrer aux représentants patronaux et gouvernementaux que le maintien du niveau de vie était inattaquable. Je ne doute pas que cela n'ait été fait à Genève, où cependant la tendance générale des délégués ouvriers a été de ne considérer la semaine de 40 heures que sous l'angle d'un remède à la crise, témoin cette déclaration d'un délégué ouvrier allemand:

Les employeurs ont-ils une autre solution à opposer? Si oui, et si leur moyen est efficace, les ouvriers sont disposés à l'adopter, même s'ils doivent continuer à travailler pendant 48 heures par semaine (3).

Outre cette déclaration d'un délégué ouvrier suédois:

La question... n'intéresse pas seulement les chômeurs mais la société tout entière, y compris les employeurs. Tous se trouvent sur le même navire et doivent s'unir pour trouver un moyen de salut (4).

« — Ils mentent! » disait Jouhaux au meeting de Japy quand il relevait l'argument patronal suivant lequel l'application des 40 heures était impossible sans une augmentation des prix de revient.

Il est évident qu'en toute justice ce n'est pas la partie salaire du prix de revient qui doit être réduite, mais la partie compressible profit, car personne n'ignore que les employeurs de tous les pays sont loin d'être plongés dans la misère qui assiège les foyers de millions d'ouvriers à travers le monde.

Le Bureau International du Travail ayant refusé de reconnaître ce fait inspiré de la « justice sociale » la plus stricte, n'était-ce pas une obligation pour les représentants ouvriers de se retirer de la Conférence avec éclat?

Le B.I.T. a fait depuis longtemps faillite comme endroit où l'on pose des principes inspirés de la « justice sociale » chère à Schevenels. En refusant de reconnaître le principe du maintien du niveau de vie des salariés en cas d'application des 40 heures, le B.I.T. s'est proprement assis sur la dite justice.

Reste la statistique...

Tant pis pour elle! La question doit être posée:

— Qu'est-ce que la C.G.T. fiche encore au Bureau International du Travail?

M. CHAMBELLAND.

(2) Ibid.

(3) Ibid, p. 114.

(4) Ibid, p. 119.

BRAVO !

Les fonctionnaires en marche vers le front unique

Simple extrait de la « Tribune des Fonctionnaires » du 28 janvier :

En réponse à la lettre de la Fédération autonome, lue au récent Conseil national et en application des décisions de ce dernier, la Fédération générale des Fonctionnaires a sollicité des camarades autonomes l'organisation immédiate d'une entrevue entre les délégués des deux organisations, en vue d'examiner les possibilités de participation des groupements autonomes à l'action prévue par la Fédération générale.

Ces propositions ayant été acceptées par la Commission exécutive de la Fédération autonome, l'entrevue eut lieu le 20, à 17 heures.

Participaient à cette entrevue, pour la Fédération générale : Neumeyer, Vitalis, Guider; pour la Fédération autonome, Cazaubon, Boursicot, Guilbaud, Novaro.

Les représentants de la Fédération autonome, mis au courant des moyens d'action que nous envisagions, déclarèrent qu'ils les approuvaient et qu'ils étaient prêts, en vue de leur application, à unir leur action à celle des groupements confédérés.

Il fut, en même temps, décidé :

1° Que des contacts seraient établis entre les syndicats confédérés et autonomes groupant des agents appartenant à la même administration afin qu'ils se mettent d'accord sur les instructions à donner à leurs adhérents respectifs;

2° Que des contacts d'un ordre similaire auraient lieu entre les syndicats confédérés et autonomes groupant des personnels voisins ressortissant à un même Ministère;

3° Que les délégués des syndicats confédérés et autonomes groupant les personnels financiers tiendraient une réunion commune, le lendemain, au siège de la Fédération confédérée des Finances;

4° Que les organismes centraux des deux fédérations resteraient en liaison en vue de l'action.

Ces prises de contact avaient pour objectifs la coordination et l'unification de l'action des différents groupements.

Ce programme a été suivi méthodiquement, et les décisions qui ont été prises, ainsi que l'atmosphère de cordialité dans laquelle se sont déroulées les conversations, permettent de croire que si les organisations syndicales sont contraintes de recourir à des moyens d'action énergiques, leur mot d'ordre sera suivi, avec discipline et cohésion, par l'immense majorité des fonctionnaires.

E. GUIADER.

A LA GARE, L'EDUCATION NOUVELLE !

Freinet censuré

Après divers atermoiements, Freinet dont nous avons exposé l'affaire vient d'être condamné à la censure par le Conseil départemental des Alpes-Maritimes (par 7 voix contre 5 et une abstention). L'affaire ayant été jugée d'un point de vue strictement pédagogique — ce sont les autorités qui le prétendent — il faut en conclure que Freinet aurait eu tort de laisser ses élèves exprimer librement leurs observations et leurs jugements.

On peut résumer le sens de cette condamnation dans le titre que la R. P. donnait à l'article sur l'affaire Freinet :

A la gare, l'éducation nouvelle !

Mais comment voudriez-vous qu'une société vieillie tolère une éducation nouvelle ? Elle n'a déjà que trop peur de ses enfants.

B. G.

LETTRE DE LA QUINZAINE

Paris, le 2 février.

« Une chronique de la quinzaine, à regarder comme une sorte de lettre à un ami éloigné pour le tenir au courant des grands faits du mouvement : les grèves principales avec leurs caractéristiques ; celles des dockers de Dunkerque et du Havre ; la première finie par les communistes sur une transaction, ce qui est bien, mais qui serait mal dans leur bouche si d'autres avaient fait la même chose à leur place ; la seconde avec sa grève perlée. La grève des tisseurs d'Armentières. La phase du conflit des fonctionnaires. Le renouvellement du contrat des maçons de Lyon sans diminution, tandis qu'à côté les typos de Lyon, avec l'échelle mobile, ont dû « encaisser » une diminution. Deux sortes de contrats. Deux manières différentes d'utiliser la force syndicale. Parler de la Conférence des Unions et Fédérations, des Conseils nationaux des Fonctionnaires et des Postiers. Du mouvement d'unité dans la C.G.T. : rentrée du Livre de Roubaix, des mineurs de la Loire. Du « tournant » dans la C.G.T.U. Là encore, pour une vue d'ensemble la matière ne te manque pas... »

J'ai détaché ce qui précède d'une gerbe de précieux conseils qu'un « ancien » m'a adressée pour la tenue de la rubrique essentielle de la R. P. Vous le voyez, j'aurais eu beaucoup de choses à dire, la quinzaine dernière, car c'était là, en quelques lignes, un tableau complet des événements les plus saillants de ladite quinzaine. J'y avais un peu pensé, en rédigeant quelques « notes au jour le jour », et je me proposais de « suivre » cette rubrique. A la réflexion, je me décide à adopter la forme de lettres. Chaque quinzaine, je vous entretiendrai donc des événements petits et grands, de ce qui se fait, ce qui se dit et ce qui s'écrit à leur sujet.

Peut-être va-t-on m'accuser d'une espèce de plagiat, car vient de sortir des presses un livre de Séverac, intitulé *Le Parti socialiste, ses principes et ses tâches*, et rédigé sous la forme de « Lettres à Brigitte ». Dans une dédicace à Paul Faure, Séverac écrit :

Tu sais, pour m'avoir vu souvent dans cette peine, comme il me coûte de parler à un large auditoire et comme j'y suis mal à l'aise et pressé d'en avoir fini. Cette sorte de discours à une seule personne qu'est la Lettre me gêne beaucoup moins. M'y sentant plus libre, je m'y crois plus vrai.

Tant pis pour l'accusation de plagiat ! Après tout, Séverac a raison, on se sent plus libre dans une lettre... Va donc pour la lettre.

* * *

Avenir socialiste des syndicats. — Je n'ai pas encore lu en entier le livre de Séverac. On n'a pas le temps de tout lire. Mais un ami m'ayant rappelé que Séverac était l'auteur du volume de l'*Encyclopédie socialiste* sur le mouvement syndical, j'ai eu la curiosité de savoir ce que le secrétaire adjoint du parti socialiste disait de neuf des syndicats. Or, savez-vous, ce n'est pas très neuf d'affirmer que « personne, ou presque personne, n'oserait plus prétendre que l'action syndicale se suffise à elle-même ». On trouve cependant cette affirmation à la page 185 des *Lettres à Brigitte*. Sans doute les guesdistes tenaient-ils déjà ce langage, il y a 20 ou 30 ans ; je suis trop jeune pour les avoir entendus. Par contre, qu'est-ce que les bolcheviks nous en ont rebattu les oreilles ! S'il est pourtant quelque chose d'incontestable, c'est bien que les syndicats trouvent en eux-mêmes toutes leurs possibilités d'action et de réalisation. « Se suffire à soi-même » c'est pouvoir se passer du concours de quiconque. Or les syndicats peuvent se passer du concours des « politiques », et la réciproque est loin d'être vraie. Aux temps déjà lointains des Congrès de Saint-Etienne et de Bourges, nous disions que le syndicalisme se suffisait à lui-même, mais qu'il ne saurait suffire à tout. Avions-nous complètement raison ? Dix ans après, j'en doute, non pas quant à la première affirmation qui me paraît toujours solide, mais dire que le syndicalisme ne saurait suffire à tout me semble aujourd'hui une

sorte d'aveu d'impuissance alors que, dans la pratique, pour des tas de questions, il faut toujours, en dernier ressort, en revenir aux syndicats. Ne raconte-t-on pas sous le manteau que ce sont les militants du cartel confédéré des Services Publics qui, présents à la Chambre, ont déterminé la chute du cabinet Chéron-Boncour en demandant aux parlementaires socialistes de voter contre lui ?

D'autres affirmations de Séverac me paraissent également discutables, mais j'ai tellement de choses à raconter aujourd'hui que je dois remettre cela à plus tard. Toutefois, épingleons ceci :

... Si le syndicat est objectivement — écrit Séverac — un groupement de classe, il n'est pas nécessairement un groupement conscient, c'est-à-dire (car c'est cela ce que « conscient » signifie) socialiste et révolutionnaire. On peut être prolétaire et ne pas avoir l'esprit prolétarien. (Lettres à Brigitte, page 186).

Cela non plus, ce n'est pas très neuf, mais le piquant, c'est de le lire sous la plume du secrétaire-adjoint d'un parti où il y a tant de gens qui se disent socialistes et qui ne sont pas du tout socialistes...

*
**

Petite histoire. — « Nous l'avons, en dormant, Madame, échappé belle... » C'est vrai, Jouhaux avait décidé de « plaquer » le secrétariat général de la C.G.T. Des velléités d'opposition s'étant manifestées, il avait déclaré « en avoir marre ». Seulement, que faire ? Il se retourna du côté du B.I.T. où le poste de secrétaire-adjoint se trouve vacant. Mais le « groupe ouvrier » lui préféra un militant de l'A.D.G.B. Du côté de la Fédération Syndicale Internationale, il se heurta de même à un refus. Du coup, il revint à la C.G.T., où la Conférence des Unions et Fédérations pour la semaine de 40 heures fut en quelque sorte sa « rentrée ». « Il » nous reste...

Du côté de la C.G.T.U., même instabilité du « sommet ». Monmousseau a disparu. On dit qu'il est à Moscou. Pratiquement, il y a des mois qu'il ne dirige plus rien à la C.G.T.U. Gitton a été « versé » au parti. Claveri, l'homme poli, a été « limogé » et, paraît-il, expédié dans la région lyonnaise. Le « général », tout au moins pour la façade, c'est maintenant Racamond. Dans la réalité, c'est Frachon. De tout ceci, vous pensez bien que les syndiqués unitaires n'ont pas besoin d'être avisés. N'est-ce pas Moscou qui commande ?

*
**

Deux grèves. — Cette quinzaine, les commis d'agents de change à la Bourse de Paris se sont mis en grève. Sans doute revendiquaient-ils une augmentation de salaires ? Mais non ! Ils manifestaient contre la suppression du titre au porteur votée par la commission des finances de la Chambre. Ce fut ce que l'on peut appeler une grève pour compte patronal : elle eut le concours gracieux de toute la grande presse d'information et fut tellement « spontanée » qu'opérateurs de cinéma et reporters photographes se trouvaient réunis devant la Bourse lorsqu'elle éclata.

Pendant ce temps, des milliers de tisserands se serrent la ceinture à Armentières, refusant de conduire plus de métiers que par le passé. Eux, ce ne sont pas les opérateurs de cinéma, mais les gardes mobiles. Quant à la grande presse, elle les ignore... L'aspect particulier de cette bataille c'est que l'atteinte au niveau de vie des travailleurs s'est produite sous la forme d'une augmentation de la productivité. Il faut se féliciter que, partagés en deux ou trois organisations rivales, les tisserands d'Armentières-Hazebrouck aient contre cette attaque, réalisé leur unité d'action. Sans cette unité d'action, pas de succès possible. Souhaitons qu'elle se maintienne jusqu'au bout. Bien criminels seraient ceux qui tenteraient de la briser : ils rendraient un fameux service au patronat du textile.

M. CH.

EN PASSANT...

Zig-zags.

L'Humanité du 2-2-33 parlant des dirigeants confédérés de la Fédération des Fonctionnaires :

Cyniquement, délibérément, ils ont sacrifié les intérêts des fonctionnaires. Ils les ont livrés en holocauste sur l'autel du déficit.

Parce qu'ils ont accepté que les traitements publics et privés soient soumis en 1933 à une contribution exceptionnelle de 1 % entre 30.000 francs et 50.000 francs !

De la même manière, elle défend toutes les indemnités, oubliant que certains chefs de services se sont vu attribuer des primes de rendement fastueuses qui soulevèrent l'indignation de tous les révolutionnaires.

Espérons que nos purs mobiliseront bientôt les comités de chômeurs pour défendre les 50 et les 100 billets des gros fonctionnaires !

Et dire que lors du zig-zag de gauche l'Humad dressait les couches « les plus exploitées » contre « l'aristocratie ouvrière » ! et que Monmousseau lui-même trouvait aristocratique les 1200 francs mensuels de l'instituteur !

C'est le cas de dire : que ton zig-zag de droite ignore où te conduisit ton zig-zag de gauche !

Front unique...

L'article de Chambelland, publié ici-même, en faveur du front unique des travailleurs des Services publics a provoqué pas mal de réponses et de commentaires.

Certains de ceux-ci témoignent d'une mauvaise humeur que l'on comprend mal. L'Union des Métaux, organe de la Fédération confédérée, a publié, dans son numéro de décembre 1932, les lignes suivantes :

Convenons tout de suite, à ce propos, qu'il est normal de voir Chambelland défendre ce point de vue. Lorsqu'on est entre deux selles et qu'on n'assume aucune responsabilité, on peut évidemment s'offrir le luxe de lancer dans la circulation toutes les théories, même les plus paradoxales, et essayer de faire croire à la possibilité d'un accord loyal avec des gens dont on ne cesse de dénoncer, par ailleurs, la duplicité foncière.

Mais laissons cette opinion au domaine de la fantaisie, dont elle relève, et revenons aux choses sérieuses.

On peut se borner à répliquer que les fonctionnaires montent en ce moment qu'il ne s'agit pas de fantaisie, puisque la Fédération confédérée poursuit de sérieux pourparlers en vue du front unique avec la Fédération autonome. N'y a-t-il pas, d'autre part, une tentative d'unité d'action chez les postiers parisiens ?

On peut citer également la grève des textiles d'Armentières-Hazebrouck. Fantaisie ?

Entre deux séances de la commission gouvernementale franco-allemande, créée, rappelons-le, par le renégat Pierre Laval, le camarade Chevalme devrait bien, lui, nous expliquer comment, lorsqu'on s'assoit à côté des représentants du Comité des Forges et du Comité des Houillères dans un organisme de cette nature, l'on peut s'offrir le luxe de repousser toute conversation avec les travailleurs unitaires, voire communistes, menacés dans leurs conditions de vie au même titre que les travailleurs confédérés ?

Les magnats seraient-ils plus « loyaux » que les dirigeants stupido-communistes ?

...contre le front unique.

A remarquer — et ce n'est pas la première fois — que l'opposition des inamovibles dirigeants stupido-communistes rejoint celle des inamovibles dirigeants confédérés.

Au dernier Congrès de la Fédération unitaire du Textile, le front unique « à la manière d'Armentières » n'a-t-il pas été condamné ?

Ceux qui risquent de conduire un mouvement à la défaite ne sont-ils pas, au contraire, ceux qui, durant un mouvement, s'efforcent de briser l'accord conclu entre les militants,

Les dirigeants stupido-communistes se font ainsi les auxiliaires précieux des Chevalme, Galantus, Bouyer et Cie,

Evolution et Révolution

UNE RÉPONSE ET UNE CONCLUSION

Deux points me paraissent particulièrement intéressants à relever dans les articles de Jacquet et Turpin, parus dans le dernier numéro (1).

La crise amène-t-elle une régression du macbinisme ?

D'abord un point qui est un peu en dehors de la question, mais qui a son intérêt propre: un fait d'ordre économique, relatif à la crise.

Le camarade Turpin dit: les industriels qui n'ont pas beaucoup de machines, qui emploient surtout le travail à la main, c'est-à-dire les plus anciennes formes de travail, peuvent mieux résister à la crise que ceux qui possèdent un outillage très développé, parce que leurs dépenses ne consistant qu'en matières premières et en salaires, ils peuvent facilement les réduire dans la même mesure qu'ils réduisent leur production, si bien qu'ils sont toujours à même de « faire honneur à leurs affaires ». Ceux qui, au contraire, ont un important outillage, sont obligés de le conserver tel quel, sans réduction, bien que du fait de la diminution de leur production, ils ne peuvent en utiliser qu'une partie; les sommes qu'ils se sont procurées, d'une manière ou d'une autre, pour l'achat de cet outillage, et que normalement ils devraient rembourser (amortir) sur les ventes des produits fabriqués avec cet outillage, continuent à être dues, mais ne peuvent être payées puisque l'outillage reste inutilisé, d'où la débacle.

Donc, conclut notre camarade, ce sont les organismes les moins perfectionnés, les moins « évolués », les usines les moins bien outillées, qui résistent le mieux à la crise.

Le raisonnement est extrêmement juste, mais... on constate qu'il ne se vérifie pas dans les faits. Nulle part on ne voit, pas plus actuellement qu'au cours des crises précédentes, la crise amener un développement du travail à la main par disparition, même seulement très partielle, du travail à la machine.

Pourquoi cela ?

Il y a deux raisons.

Machine et travail à la main s'appliquent à des industries différentes

La première raison est que dans une même branche d'industrie, il n'y a généralement pas, à une même époque, d'entreprises travaillant mécaniquement et d'entreprises travaillant à la main. Toutes les entreprises d'une même branche ont à peu près le même degré de mécanisation. Nulle part, actuellement, on ne construit d'automobiles sans machines-outils; on ne fabri-

que plus le fer, à peu près nulle part, avec le ringard de l'ouvrier puddleur. Ce ne sont pas les industriels d'une même corporation qui se distinguent les uns des autres par l'emploi de la machine ou le travail à la main, ce sont les industries elles-mêmes qui se distinguent les unes des autres par ce caractère. Dans certaines branches d'industrie, le travail à la machine est prépondérant, il y faut une proportion importante de « capital fixe »; dans d'autres au contraire le travail continue à se faire surtout à la main, le « capital fixe » y est réduit au minimum.

Pour la raison indiquée par Turpin, les branches d'industrie qui rentrent dans la première catégorie souffrent beaucoup plus de la crise que les secondes: c'est surtout le « grand capitalisme », c'est-à-dire les industries où il faut beaucoup de capital fixe — parce qu'il y faut beaucoup d'outillage — qui est atteint par la crise: la métallurgie est plus touchée que la boulangerie, les hauts-fourneaux que la quincaillerie, la filature que la confection (2). Mais comme, bien entendu, le pain ne peut pas remplacer le fer, pas plus que le quincailler le haut-fourneau, ou le confectionneur le fileteur, cela n'entraîne point la disparition des industries très mécanisées, qui continuent à subsister à côté de celles qui le sont peu ou point.

Faillite ne signifie point disparition

Il y a une seconde raison.

Lorsqu'une entreprise nécessitant un important capital fixe ne peut plus faire face aux charges de ce capital, du fait de l'arrêt d'une partie de son outillage, cette entreprise ne disparaît pas pour cela. Son ou ses propriétaires annulent une partie de ce qu'ils doivent, ils annulent le capital correspondant à la part d'outillage qui ne fonctionne pas, mais ils continuent à fonctionner avec le restant — tout en gardant d'ailleurs la totalité de l'outillage.

Cette opération se fait de toutes les manières et à tous les degrés. On supprime tout dividende aux actions; on conclut des arrangements amiables avec les créanciers: obligataires, banquiers, fournisseurs; dans les cas extrêmes, on se déclare en faillite, mais la faillite se termine presque toujours par un « concordat », c'est-à-dire une réduction générale des dettes de l'entreprise, après laquelle on se remet à marcher. Dans aucun de ces cas il n'y a disparition de l'entreprise, et cela, parce que personne, ni actionnaires, ni obligataires, ni banquiers, ni fournisseurs, n'ont intérêt à ce que l'affaire s'arrête définitivement, tant qu'ils peuvent espérer recevoir, grâce à la continuation de l'entreprise, une fraction au moins de ce qui leur est dû.

De sorte que l'on peut dire qu'en règle générale une entreprise n'entre en « liquidation », c'est-à-dire disparaît, que si, même après que tout son capital a été annulé, même après qu'aient été réduites à zéro toutes

(2) Il est entendu que lorsque je parle d'industrie plus ou moins atteinte, je me place au point de vue capitaliste, et non au point de vue ouvrier. Une industrie peut avoir beaucoup de chômeurs; elle n'est pas très atteinte, du point de vue capitaliste, si les patrons y continuent à payer ce qu'ils doivent et à faire des bénéfices. Car la seule véritable crise, pour le capitalisme, c'est quand les capitaux ne « rapportent » pas.

(1) Voir aussi la R. P. du 25 décembre 32.

les charges provenant de l'achat de son outillage, elle n'est pas capable de faire de bénéfiques.

Mais quand cela se produira-t-il? Cela ne se produit que lorsque, faute d'un outillage suffisant, le prix de revient de cette usine, son prix de revient brut, calculé sans tenir compte des charges du capital fixe puis-que réduites à zéro, c'est-à-dire son prix de revient en matières premières et en salaires uniquement, est supérieur à celui de ses concurrents. Or, cela ne sera, en règle générale, que quand l'outillage de cette usine sera inférieur à celui de ses concurrents. Si bien que finalement, ce seront bien les moins outillés, les moins « aptes » qui seuls disparaîtront, et non l'inverse.

L'exemple de Citroën et de Say

Je trouve une remarquable confirmation de ceci dans les rapports, tout récents, de deux grandes entreprises: Citroën et Say.

Je ne pense pas que l'on puisse dire que Citroën soit « en retard » au point de vue développement du machinisme; c'est certainement celui des constructeurs français dont l'outillage est le plus développé, chez qui le « capital fixe » représente très certainement la plus importante fraction du capital total. Or, non seulement Citroën a résisté à la crise, mais, profitant de la diminution de concurrence due à la disparition de beaucoup de moyennes maisons, à outillage moins développé que le sien, qui ne pouvaient tenir qu'en période de « prospérité », Citroën a vu, durant la crise, son bénéfice brut par voiture augmenter! Tandis que durant l'exercice juillet 29 - juillet 30, qui marque, pour la France, l'apogée de la prospérité, ce bénéfice n'était que de 9 %, il est monté à 14 % pour l'exercice juillet 31 - juillet 32, année de pleine crise.

Quant à Say, qui est également dans sa branche — le raffinage du sucre — la maison la mieux outillée de France, celle chez qui le capital fixe est certainement aussi le plus fort proportionnellement, il a vu ses ventes augmenter en 31-32 par rapport à 30-31, malgré que la consommation française totale ait diminué; et ses bénéfices ont, pareillement, augmenté.

Rien donc ne permet de dire que la crise fait disparaître les entreprises les plus fortement outillées, les plus « aptes ». Tout au contraire !

Il doit y avoir des lois communes à tous les organismes

Après cette longue digression, revenons à la question *Evolution et Révolution*.

Les citations de Jacquet et de Turpin confirment ce que j'avais avancé concernant le fait que les transformations des êtres vivants ne se produisent pas sans « sauts », qu'elles se produisent, au contraire, d'une manière discontinue, par « marches d'escalier ». Je n'y reviendrai donc point.

En revanche Turpin et Jacquet déclarent que les transformations des êtres vivants et celles des sociétés sont deux questions très différentes, à peu près entièrement indépendantes, et qu'il est donc plus sage de ne pas tenter de les comparer.

Je ne suis pas tout à fait de cet avis.

Il serait évidemment absurde de partir du fait que

la société est un organisme et que l'animal est, lui aussi, un organisme, pour appliquer *ipso facto* aux sociétés toutes les règles qui régissent les êtres vivants. Ce sont les excès commis dans cette voie — par Spencer et le Dantec par exemple (que je cite ici à cause de la grande influence qu'ils ont eu à un moment donné sur le mouvement anarchiste) (3) — qui ont tellement nuï aux comparaisons entre les deux ordres de phénomènes. Mais, que ces comparaisons ne puissent être fécondes me paraît une erreur.

Si l'on y regarde de près on s'aperçoit en effet que le progrès scientifique n'est jamais résulté que de comparaisons entre des phénomènes qui, par bien des côtés, étaient fortement différents, mais qui, par un côté, étaient identiques — de sorte qu'on a pu dire que le raisonnement par analogie est en réalité la seule base de la découverte scientifique.

Lorsque Newton établissait une loi commune pour la chute d'une pomme sur la terre et la course des planètes dans le ciel, il raisonnait par analogie. L'« induction » n'est qu'un mot pédant pour désigner le raisonnement par analogie. Celui-ci constitue d'ailleurs la base même de la croyance scientifique que voici: du moment que deux phénomènes ont quelque chose de commun, ils sont par cela même soumis à certaines lois communes. Toutes les lois auxquelles ils sont soumis ne leur sont pas communes puisque, à côté de ce qu'ils ont de commun, ils ont des choses qui diffèrent, mais les lois qui s'appliquent spécialement au caractère qu'ils ont en commun, sont identiques chez l'un et chez l'autre.

Or un être vivant et une société ont ceci de commun qu'ils sont l'un et l'autre des organismes, c'est-à-dire des ensembles comportant des parties ayant des fonctions différentes (ici: estomac, cerveau, nerfs... là: Etat, Eglise, classes sociales...), et dont le fonctionnement de chacune conditionne le fonctionnement des autres. Ces organismes, ainsi que l'histoire des uns et des autres nous l'apprend, ne sont pas fixes, ils subissent fréquemment des transformations: des espèces se transforment en d'autres espèces, des sociétés en sociétés d'un autre type. Etant donné que ce qu'ils ont de commun, le fait qu'ils sont les uns et les autres des organismes, subit des transformations, il est conforme à la manière dont la recherche scientifique a toujours procédé, de rechercher les lois qui sont communes à ces transformations.

Vouloir dès maintenant établir avec précision ces lois communes, paraît évidemment prématuré, mais de ce que l'état actuel de nos connaissances ne nous permet pas de dégager, avec autant de précision, les lois des organismes que les lois des masses par exemple, l'existence de ces lois n'en est pas moins difficile à nier, et il ne semble pas interdit de chercher dès maintenant à en esquisser les grandes lignes.

D'ailleurs l'analogie entre les deux ordres de phénomènes est si évidente qu'elle n'a pas cessé, depuis la plus haute antiquité, de frapper les esprits. Et quand

(3) Je rappelle qu'un livre de le Dantec, *l'Egoïsme seule base des sociétés*, a été le bréviaire des « bandits tragiques », et que ce livre, écrit au lendemain de la grève des cheminots de 1910, avait pour but, d'après son auteur, de lui permettre de se faire une opinion sur cette grève. Et pour se faire cette opinion, il commençait par partir des conditions de vie des protozoaires.

la bourgeoisie se fondait sur une prétendue continuité dans l'évolution des espèces, pour traiter d'utopiques les révolutionnaires, ce n'était pas tellement pour trouver, à toutes forces, un argument contre ses adversaires, que pour se rassurer elle-même, car qu'il existât des lois communes aux deux ordres de phénomènes lui semblait *a priori* évident.

Quant à nous, si les raisons que nous avons d'être révolutionnaires ne sont certes pas tirées de la manière dont ont disparu les ammonites, ou de la manière dont, de je ne sais quel mammifère un homme, un jour, est sorti, il me semble que nous sentons tout de même nos convictions révolutionnaires plus fermement assises, lorsque nous constatons que le processus révolutionnaire n'est pas un mode de transformation particulier aux sociétés humaines, mais qu'il est général, qu'on le retrouve partout et toujours, qu'il marque le rythme général de la vie, qu'il est, non pas une simple nécessité humaine, mais la loi générale du monde.

R. LOUZON.

P.S. — On nous prie d'annoncer que la Brochure Mensuelle a édité une brochure d'ELISÉE RECLUS: *Evolution et Révolution* au prix de 0 fr. 50. — Elisée Reclus avait d'ailleurs publié sous ce titre un assez gros volume (Stock, édit.), mais qui, croyons-nous, est actuellement épuisé.

*
**

UN MOT POUR CONCLURE

Il me serait facile de réfuter les affirmations de Turpin. Celles de Jacquet ne contredisent pas la thèse que j'ai soutenue. La réponse de Louzon laisse intacts les fondements du Lamarckisme.

J'affirme, et je suis pleinement dans la ligne philosophique de l'ancienne Vie Ouvrière et de l'actuelle Révolution Proletarienne, qu'il n'y a pas de miracles nulle part ni en biologie, ni en sociologie. Le syndicalisme est le fruit de longs et patients efforts de prolétaires conscients, militants et ouvriers.

Le syndicalisme fera du « neuf » à la seule condition de rester ce qu'il est, d'être fidèle à ses origines, à son idéal présent.

J'approuve entièrement l'article de tête de la R. P. du 25 janvier: « Crise de l'Etat ou crise de classe », qui situe magistralement le problème. Je suis même plus optimiste que R. L. car l'histoire montre que dans les grandes crises sociales, les masses vont d'instinct à ce qui paraît solide. Or le syndicat attire, c'est un fait: donc facteur psychologique de victoire.

Que la C. G. T. avec ses puissantes Fédérations, ses Bourses du Travail (qu'elle a tort de négliger) se dresse bien nettement face aux organisations bourgeoises, prête à la lutte sans merci, sans compromis, elle est sûre de sa victoire, puisqu'elle apporte des organismes prêts à fonctionner, prêts à remplacer ceux de la société bourgeoise chancelante.

Et, pour reprendre la thèse transformiste, il n'y aura pas mutation brusque; il n'y aura pas une société bourgeoise se muant d'un coup en société syndicaliste; il n'y aura même pas de mutation du tout. Il y aura chute d'une société, chute de la bourgeoisie capitaliste et avènement d'une nouvelle société, jeune, forte, pleine de vie qui prendra la place de l'autre. Voilà tout.

J. FONTAINE.

A travers les Livres

P. Boivin, G. Lefranc, M. Deixonne et huit autres :
LA RÉVOLUTION CONSTRUCTIVE. (Valois, éd.).

Onze jeunes gens du parti socialiste nous disent comment ils conçoivent le socialisme.

Rien de ce qui se rapporte à la classe ouvrière ne nous étant étranger, suivons-les un instant.

I. — VANITÉ DE LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Devant la faillite lamentable du socialisme au pouvoir et au Parlement, il faut jeter du lest ou déployer tout grand le parachute des affirmations solennelles. Aussi nos jeunes gens s'écrient, dès l'abord, que « le pouvoir » ne les intéresse pas:

Nous voulons la transformation SOCIALE. Pouvons-nous vraiment l'obtenir par les mêmes moyens qu'ont employés les révolutions politiques des siècles passés ?

Belle déclaration, mais de quelle confusion !

Voyons: les révolutions du siècle dernier, comme tous les mouvements sociaux dignes de ce nom ont été avant tout sociales. On en compte quatre, si je ne m'abuse: 89, 93, printemps 48, 71. Toutes les quatre sont des batailles pour la prééminence d'une nouvelle classe sociale. Ne regardons que la première puisque c'est la seule où la classe opprimée ait été victorieuse, la seule par conséquent qui ait pu développer tous ses effets. Elle est *fait social* en ce qu'elle a d'essentiel, en ce qu'elle donne la prééminence économique au Tiers. Mais elle est en même temps chose *politique* puisqu'elle donne le pouvoir à cette classe. Quand les paysans refusent de payer la taille, ne font plus les corvées et même s'emparent des terres du seigneur, leur action est *sociale*. Mais qu'aurait-elle donné, cette action sociale, si elle ne s'était complétée d'une action politique, c'est-à-dire si les paysans avaient laissé sévir en toute tranquillité les gens d'armes du seigneur ? Au contraire, les paysans traquent les gens d'armes et, loin d'aller peupler les prisons du château, brûlent le château. Au pouvoir du seigneur succéda le pouvoir des paysans eux-mêmes en leur conseil communal ou municipal. Dans toute guerre le vainqueur désarme le vaincu et se hâte de fortifications. Après une guerre de classes, si la classe opprimée est victorieuse, elle jette à terre l'Etat de la ci-devant classe régnante tandis qu'elle conserve et perfectionne le bouclier et le glaive qu'elle s'est forgé au cours du combat.

C'est là le B.A. Ba du socialisme. Et prendre des mines dégoûtées devant le mot *pouvoir* tandis qu'on se gargarise de l'adjectif *social*, cela ne mène vraiment à rien.

*
**

Cependant nos auteurs veulent confirmer leur affirmation par l'exemple des socialismes qui ont été au pouvoir depuis 15 ans.

1^o EXEMPLE RUSSE. — La démonstration est aisée que l'*appropriation capitaliste ne suffit pas à faire le socialisme*. Reprenant, après Adler, un mot de Marx, nos auteurs constatent que, de même que l'ouvrier capitaliste, l'ouvrier de l'U.R.S.S. « est là pour le procès de production, et non le procès de production pour l'ouvrier ». C'est partiellement exact (1). Mais est-ce que cela prouve que les ouvriers et les paysans russes aient eu tort de détruire l'ancien pouvoir, qu'ils aient fait une chose *vaine* en chassant le tsar, les seigneurs et les bourgeois et en dressant leurs soviets à la place de ces puissances ? Pas du tout ! Ça prouve simplement que ces ouvriers et ces paysans ont eu tort de ne pas conserver leurs soviets, de ne pas *conserver le pouvoir*.

Car vous n'ignorez pas qu'il n'y a plus, depuis belle lurette,

(1) Partiellement, parce que, en capitalisme, le procès de production est là pour la bourgeoisie, tandis qu'en U.R.S.S. le procès de production est là, en théorie du moins, pour la classe ouvrière.

de soviets en Russie. (Il n'y a même plus de Congrès de l'Internationale depuis 4 ans !)

Et si
socialisme = soviets + électrification,
il est tout naturel que le régime russe actuel qui est
électrification — soviets
ne soit pas le socialisme.

2^o EXEMPLE ALLEMAND. — Cet exemple réussit encore moins que le premier à prouver que le pouvoir soit chose vaine.

Il prouve seulement qu'il est vain pour une classe de conquérir des armes et de s'en servir... au profit de l'ennemi.

Ça a commencé dès le début.

Comme les prolétaires des conseils d'ouvriers et de soldats voulaient faire passer la révolution dans les faits, chasser les bourgeois, les socialistes Ebert et Noske les massacrèrent à coups de *minenwerfer*. Ceci pour « maintenir l'ordre », bien entendu. (Comme en juin 48). C'est un attentat qui résultait donc de la conception qu'ont les socialistes d'un Etat-Dieu, en dehors et au-dessus des classes, préposé à maintenir le calme et à faire le bonheur de tous. Il résultait de l'abandon du socialisme.

Les efforts que font nos auteurs pour excuser cet attentat sont comiques.

D'abord, disent-ils :

Cette tactique des socialistes allemands contre laquelle les bolchevistes soulevaient les légions de Spartacus était celle-là même que Lénine voulait appliquer en octobre : préparer l'instauration du socialisme par le contrôle ouvrier.

Peut-être ! Mais Lénine avait préalablement réclamé et obtenu « tout le pouvoir aux Soviets ». D'abord se garantir militairement contre l'ennemi ! Lénine savait ce que c'était que l'Etat. Et les spartakistes sentaient fort bien ce qu'il est. Et s'ils se battaient, c'était pour le pouvoir aux conseils. La question du contrôle ouvrier d'abord ou de la socialisation immédiate était bien secondaire...

D'ailleurs, disent nos auteurs, « socialise-t-on la misère ? »... Et puis, si l'ordre était troublé, le blocus allié pouvait reprendre... Et la menace militaire était là !... Et le sabotage des propriétaires à la moindre tentative de socialisation. Bref, disent-ils, leurs camarades « ne se sont pas senti le droit d'oser ». (Drôles de révolutionnaires !) La préoccupation de « maintenir la paix sociale que la guerre avait tant bien que mal réalisée » fut au premier plan des « grandes lignes » de la politique qu'entendait suivre la social-démocratie allemande.

C'est bien ça !

Belle politique ! On connaît la lamentable faillite qui la caractérise : l'absence de socialisations, le croiseur cuirassé, le pacte avec Kreuger, la diminution de l'impôt sur le revenu, l'augmentation des impôts indirects, le soutien de Brüning et de ses décrets-lois... et enfin la honteuse capitulation sans combat devant les réactionnaires de Prusse.

Finalement, nos auteurs sont bien obligés de conclure avec Trotsky :

La formidable machine de la social-démocratie allemande, à un moment de crise de la société bourgeoise est devenue la force principale de l'ordre conservateur.

Seulement, nos auteurs ne savent pas pourquoi cette social-démocratie a eu ce rôle réactionnaire. Ils ne comprennent pas que c'est parce qu'elle a oublié ce qu'est l'Etat, et la manière de s'en servir.

3^o EXEMPLE ANGLAIS. — Il est aussi lamentable que l'exemple allemand.

Nos auteurs avouent d'ailleurs que les travaillistes au pouvoir n'ont pas fait de socialisme. Dans le cadre des coutumes parlementaires, ils ne pouvaient, disent-ils, faire que de la politique libérale. Mais alors pourquoi avoir accepté le pouvoir ? Pour deux raisons :

1^o Pour montrer que les ouvriers sont capables d'exercer le pouvoir (Mais, montrer à qui ? aux bourgeois ? Nous nous en fichons ! Quant aux ouvriers, il y a longtemps qu'ils sont persuadés de cette capacité. Comment seraient-ils révolutionnaires sans ça ?)

2^o Pour la paix nos camarades se devaient de tenter l'aven-

ture. Est-ce un hasard si le premier ministre travailliste a présidé à l'évacuation de la Ruhr et le second à celle de la Rhénanie ? » (Mais pour quoi ne serait-ce pas par hasard ? Et puis en quoi ces mouvements de troupes intéressent-ils les ouvriers qui ne sont pas ministres ?)

En conclusion, ces exemples démontrent d'après nos auteurs l'impossibilité de réaliser la révolution sociale par des moyens uniquement politiques.

Parbleu !

Cette impossibilité est une évidence.

Mais vos exemples ne la démontrent pas. Ils démontrent l'absurdité qu'il y a, pour des ouvriers, à s'introduire dans les cadres de l'Etat bourgeois pour y faire de la politique bourgeoise.

II. — VANITÉ DES RESISTANCES DU POUVOIR

Le deuxième point de nos auteurs est que ce pouvoir incapable de favoriser le socialisme est également incapable de résister à la marche propre du socialisme.

Socialisme et pouvoir seraient deux réalités sans rapport entre elles, deux *inconcernés*. Le socialisme serait semblable au fameux « éther » des physiciens qui est partout, dans l'intimité des solides, comme dans l'air ou le vide et qui n'a pas plus d'influence sur les corps que les corps n'en ont sur lui. Seulement cet éther n'est qu'une vue de l'esprit... Et j'ai peur que ce socialisme ne soit même pas cela, mais seulement trois syllabes.

I. LA MORT DU VIEIL ETAT. — La première preuve, pour nos auteurs, de l'existence de cette marée socialiste, c'est qu'autrefois l'Etat ne s'occupait pas de questions économiques et qu'il s'en occupe aujourd'hui.

Il y a cent ans, les capitalistes pouvaient se tirer d'affaire tout seuls. Il suffisait que l'exploitation de l'homme fut suffisamment poussée. L'Etat ne mettait alors au service des capitalistes que ses gendarmes et sa police. Aujourd'hui, la plupart des capitalistes iraient à la ruine si l'on laissait jouer la concurrence. Outre ses gendarmes, l'Etat leur consacre donc ses douaniers et ses percepteurs. Ce qui fait penser à nos auteurs que l'« Etat » s'oriente vers « l'administration des richesses », donc que le socialisme est en marche.

Comme il n'est pas de semaine qui n'apporte de nouveaux symptômes de la substitution du capitalisme autoritaire au capitalisme libéral, nos auteurs ne sont pas en peine pour citer des exemples de cette prétendue avance socialiste.

C'est l'intervention de l'Etat dans les grandes faillites : Danatbank, Kreditanstalt, Dresdnerbank, Transatlantique, Aéro-postale, B.N.C., Banque de Crédit Agricole. C'est l'économie dirigée,

abdication de l'idéologie bourgeoise et préparation à la prise en charge par la collectivité (!!) de l'économie tout entière.

C'est le « vin dirigé », qui n'est proprement que la création d'un privilège, mais qui fait s'écrier à Paul Faure :

Je vous le dis, nous sommes en marche vers le socialisme !

Puis ce sont des exemples extra-européens : l'Etat intervient pour protéger par la force les producteurs de pétrole et de coton. Que c'est beau !

Sous la poussée irrésistible des faits et des nécessités, les gouvernements entrent dans la voie d'un socialisme d'Etat qui ne peut que préparer l'autre, le vrai d'où viendra le salut.

(C'est à Paul Faure que nos auteurs empruntent cette « juste conclusion »).

Ainsi donc, pour les communistes, socialisme égale expropriation des capitalistes ; et pour les « socialistes », socialisme égale protection étatique des capitalistes...

... En dehors de l'économie, d'autres symptômes indiqueraient la mort du vieux Etat. C'est « l'affaiblissement de son pouvoir autoritaire » (reconnaissance des syndicats, lois sociales). Ce sont les réalisations scolaires. C'est l'extension du pouvoir des municipalités octroyée par Poincaré.

II. LA SOCIALISATION EN MARCHÉ. — Pendant que meure le vieil Etat, voyons s'avancer le nouveau.

Ses germes sont innombrables, paraît-il.

C'est la *Rationalisation*.

C'est la « *disparition du travail libre* ». (« Où sont dans les profondeurs des mines, ou dans les fournaies des cargos, ou le brouhaha des comptoirs le mineur ou le mouleur, l'inscrit ou le vendeur qui peinent pour leur seul profit ? »).

C'est la « *gestion collective* » (!) des sociétés anonymes.

C'est la « *propriété collective* » (!!) de ces mêmes sociétés.

Et puis l'*autorité patronale* se réduit: il y a le code du travail, il y a les syndicats légalement reconnus, il y a les cartels internationaux qui créent une « *collectivité patronale* » et ainsi limitent la liberté de chaque patron.

Et puis la *propriété individuelle* est en recul. Exemple: la législation sur les loyers qui enlève aux proprios « le droit d'abuser ». (Ah ça ! Mais quelle est cette idée que la « *propriété individuelle* » soit sacrée pour le capitalisme ? La base du capitalisme c'est le vol à main armée, l'expropriation violente qui s'est poursuivie pendant des siècles en Europe et qui continue aux colonies. Et même en période d'accumulation secondaire, les capitalistes *dirigeants* font bon marché des propriétés individuelles qui ne sont pas les leurs. Voyez l'inflation !)

Quant au *profit*, il tend lui aussi à se socialiser, paraît-il. Vous ne savez pas comment ? — « Par l'action même de la *fiscalité* bourgeoise ». (L'*Action Française* ne dit pas autre chose). Et le plus intéressant, d'après nos auteurs, c'est que « ces fonds repris par la collectivité au capital » sont affectés à satisfaire des besoins individuels. Ce furent, pendant la guerre, les familles de soldats nécessiteux « prises en charge » par la nation. Ce sont des indemnités après les catastrophes et après les guerres. Ce sont les assurances sociales. C'est l'aide aux producteurs de blé (400 millions) et aux vigneron.

Enfin le chapitre ne pouvait pas se poursuivre sans qu'il soit parlé des *entreprises d'Etat* et des *entreprises municipales*; et aussi des *progrès des coopératives*. Mais pour la fin, voici un bien inattendu signe de socialisme en marche. C'est l'*esprit fonctionnaire*, la « *tendance à fuir les incertitudes du régime économique à l'abri d'une fonction d'Etat* » ! Quelle terre d'élection du socialisme que la Corse !!

III. — LE COMBAT QUOTIDIEN

Comment favoriser la poursuite de ce progrès socialiste ? En travaillant dans trois domaines: le *syndical*, le *coopératif* et le *municipal*.

a) COMBAT SYNDICAL. — Permettez-moi quelques citations:

Eliminons d'abord le *syndicalisme communiste*. (C'est vite dit !)

La véritable unité dépassera le cadre étroit du *syndicalisme*. Elle marquera la fin de cette scission latente, plus grave et pourtant moins visible, entre les divers organes de l'*émancipation ouvrière*. Bref, l'unité syndicale sera inspirée par le socialisme ou elle ne sera pas. C'est pourquoi elle implique avant tout la répudiation de la charte d'Amiens. Entendons-nous... C'est une certaine mentalité des syndicalistes qui nous paraît dangereuse, non l'indépendance organique du *syndicalisme*... Nous demandons seulement au *syndicat* de renoncer à son hostilité injustifiée à l'égard du socialisme, de perdre cette orgueilleuse ambition de se suffire à lui-même et de suffire à tout, de s'avouer enfin l'aspect économique du socialisme.

Une menace de déviation pèse et a toujours pesé sur le *syndicalisme*: le *corporatisme*... Ne voyons-nous pas les mineurs, en pleine crise, soutenir le *protectionnisme patronal* ? La première réaction des ouvriers, en face du chômage, n'est-elle pas de réclamer l'*expulsion des travailleurs étrangers* ?

Corporatisme étroit, nationalisme ouvrier, tels sont les inévitables écueils du mouvement syndical. C'est que, par définition, le *syndicalisme* groupe les ouvriers dans la mesure où ils diffèrent et toute différence est plus ou moins opposition...

Au contraire, le parti socialiste groupe les prolétaires dans ce qu'ils ont de commun; il est moins près de la vie économique, plus éloigné peut-être des problèmes concrets; mais chez lui les différences s'effacent; il ne reste plus que ce qui est le même pour tous, la commune oppression, la commune soif de liberté. Moins souple, plus direct, plus véhément. Chez lui seul on retrouve l'image exacte du prolétariat, parce qu'il n'en conserve que ce qu'il a d'essentiel et d'homogène.

Il est donc, en droit comme en fait, l'organisation fondamentale du prolétariat. De lui seul peut émaner la doctrine; lui seul peut présider à la réorganisation économique de la société, le *syndicalisme* n'atteint à son but que s'il consent à marcher dans son orbite.

Donc nos auteurs voudraient un Labour Party français, une union du parti, des syndicats et des coopératives, union dont le Parti serait le maître.

b) COMBAT COOPÉRATIF. — Un chapitre intéressant. D'accord. Il faut soutenir la coopération. Elle seule peut préparer la répartition socialiste. Les auteurs nous révèlent en passant un fait auquel je n'avais pas songé: pourquoi le groupe parlementaire socialiste n'adhère-t-il pas tout entier au groupe de la coopération ? C'est pour ne pas heurter les petits commerçants, masse dont la force électorale n'est pas négligeable !

c) COMBAT MUNICIPAL. — Comprenez qui pourra ! Le pouvoir était vain pour nos auteurs quand il était effectif et national. Il est digne du plus grand intérêt quand il est municipal et bridé de toutes parts !

Nul ne conteste plus, disent-ils, que l'intérêt de la Révolution soit d'élever, de plus en plus, le niveau matériel et moral de la classe ouvrière; nul ne nie que dans bien des cas les municipalités ne puissent y aider par une politique hardie de régies.

Dans ce cas:

Le prélèvement fiscal ne se superpose pas à l'exploitation capitaliste; temporairement et partiellement il s'y substitue. C'est une véritable socialisation du profit.

Et c'est la description des réalisations d'une grande ville socialiste: Vienne.

Logements ! Ecoles ! Femmes en couches ! Palais d'enfants ! On croirait, ma chère, lire un compte-rendu de Vaillant-Couturier sur l'U.R.S.S. Tout est magnifique ! Nous ne nions pas que ces affirmations soient exactes et ces réalisations intéressantes. Mais il ne faut pas s'exciter. Il y a des populations, surtout nordiques, qui se prêtent à la propreté et à l'ordre. Mais quelle municipalité socialiste a enlevé les ordures qui s'étaient à dix heures du matin derrière la mairie de Marseille ?

IV. — LA TACHE IMMENSE DU PARTI

Cependant ce combat quotidien ne suffit pas. Il faut préparer la révolution. (Mais quelle révolution ? Et comment la conçoivent-ils ? Les auteurs ne le disent pas !)

Pour préparer la révolution, il faut, d'après eux, deux choses: préparer les cadres et préparer les esprits.

a) PRÉPARATION DES CADRES NATIONAUX. — Quels cadres ? Ah ! surtout pas les cadres de l'Etat ! Ça nous dégoûte ! s'écrient pudiquement nos jeunes hommes politiques. « Nous ne sommes pas des Jacobins ». Nous n'avons pas « la mystique périlleuse d'un Etat fort ». L'Etat ne peut servir à rien. Comment « l'anticapitalisme force sociale hétéroclite peut-il engager avec succès la lutte contre le capitalisme, force économique que l'organisation bancaire fait une ? Lutte du pot de terre contre le pot de fer. Herriot y fut brisé ». (...Voyons, que signifie cette phrase cabalistique à conclusion défaitiste ? Tout simplement ceci: des hommes (« force sociale ») peuvent-ils engager la lutte contre des richesses (« force économique »). Diable ! Ils peuvent au moins s'emparer de ces richesses, si elles n'ont pas de propriétaire; ou si elles en ont, chasser ces propriétaires et se substituer à eux. Et les armes de l'Etat — qui n'est pas que le Parlement ! — peuvent être de quelque utilité pour cela...)

... Enfin, nos auteurs ne veulent pas de l'Etat. C'est leur affaire. Que feront-ils donc ?

Le premier devoir du parti est de multiplier syndicats et coopératives, de les animer où ils existent, de les créer où ils n'ont pas encore surgi.

Pardon, vous avez vu, vous, des syndicats créés par le parti ? Ça doit être beau !

... Cependant on n'échappe pas ainsi au problème de l'Etat. Et nos futurs députés, après leur accès de pudeur emphatique, sont bien forcés d'y revenir.

A vrai dire, disent-ils, « *l'Etat est double* ». D'un côté l'armée, la justice, la police, en un mot l'Etat-gendarme. Le socialisme est contre cet Etat-là. (Sauf quand il se trouve au pied du mur révolutionnaire comme Noske en 1918 ou la Fédération du Tonkin en 1930). De l'autre côté, l'Etat-administrateur: les postes, l'université, les chemins de fer, les arsenaux, les chemins de fer, les allumettes, les tabacs. Le socialiste couvre cet Etat-là sous son aile. Mieux, il le gave de fortifiants, si bien que son action parlementaire se ramène à « *préparer le cadre juridique de nos institutions socialistes* ».

C'est ainsi qu'en matière financière il faudra bannir les impôts de consommation « progressifs à rebours » et s'éloigner des impôts directs « dont l'esprit d'inquisition heurtera toujours ». (Quelle honte de répéter, après la pire bourgeoisie, une pareille hypocrisie !) Il faudra donc « proclamer » (!) le droit de la « collectivité publique » (!) à « prélever sur les recettes des administrations autonomes un pourcentage déterminé ». (Proclamons... scrongneugneu !)

Mais surtout, attention:

Que nos camarades parlementaires prennent garde de ne pas gaspiller leur énergie autour de réformes prématurées dont la classe ouvrière ne saurait pas (!) utiliser l'adoption.

Prématurité dont les exemples typiques seraient les lois sur les retraites ouvrières et sur les assurances sociales.

Enfin, ce qu'il faut — et c'est peut-être la seule idée originale que nous apportent nos auteurs — c'est que l'action parlementaire soit l'application d'un programme d'action « *dressé en commun avec les organisations économiques de la classe ouvrière* ». Ce qu'il faut, c'est un Labour Party !

b) CADRES INTERNATIONAUX. — Il y a, disent nos auteurs, deux tendances dans le capitalisme. L'une qui mène vers l'internationalisme (cartels) et une autre qui suscite les nationalismes douaniers. Il faut lutter contre la seconde et soutenir la première, même si cela doit mener à la commission des magnats. « *Ces magnats valent mieux que des hobereaux casqués* ». (Pourquoi ?)

Naturellement, cela ne suffit pas. Il faut en même temps lutter pour le véritable internationalisme et, pour ce, soutenir la F.S.I., les secrétariats internationaux, l'internationale des coopérateurs, la S.D.N. et « tout ce qui peut donner un statut juridique à la vie internationale ».

c) PRÉPARATION DES ESPRITS. — Il faut:

Socialiser les âmes en même temps que les institutions.

Si vous ne savez pas ce que c'est que l'âme (surtout socialisée) comprenez que cela veut dire qu'il faut à côté des réalisations matérielles faire « de la propagande et de l'éducation ». En tâchant de ne pas être trop catéchiste on enseignera « *Guesde corrigé par Jaurès et Marx par de Man* ». ... Mais je renonce à analyser plus avant ces vingt dernières trop « spirituelles » pages... Ce que je retiens c'est que tout l'effort doit être déployé dans un but « *largement humain* ». L'adjectif et l'adverbe sont répétés bien des fois. Et en ceci les socialistes, se croyant fort originaux, ne se distinguent ni des monarchistes, ni des anarchistes, ni des chrétiens, ni des communistes, ni des musulmans, ni des conservateurs, ni des juifs, ni des hitlériens, ni des jésuites, ni des guerriers, ni des pacifistes, ni même, il faut le croire, car il peut y en avoir de sincères, des tortionnaires et calomnieurs des Préfectures de Police.

En résumé, ouvrage long et confus, révélant l'oubli des notions fondamentales sur la lutte sociale et le rôle de l'Etat, n'apportant qu'une idée originale, celle d'un Labour Party français. Œuvre de jeunes socialistes qui révèle une bien triste sénilité du socialisme.

J. PÉRA.

FAITS & DOCUMENTS

Une des raisons De l'Information, du débarquement de Schleicher sous la signature de Arnaud :

Deux événements peuvent, sinon expliquer, du moins rendre moins inexplicable: la chute du général von Schleicher et la désignation de son successeur. D'abord, le scandale de l'*Osthilfe*, brusquement révélé par le député Ersing, à l'instigation, semble-t-il, de l'ancien chancelier. M. von Schleicher avait estimé trop haut son pouvoir et son crédit, en croyant pouvoir impunément livrer à l'indignation publique les actes et les noms de quelques grands propriétaires prussiens et ceux des fonctionnaires qui s'étaient faits leurs complices. Plusieurs centaines de millions de marks, destinés à relever les conditions de l'agriculture dans les provinces de l'Est, avaient été accaparées par les grands hobereaux au détriment des cultivateurs moyens et des paysans. L'injustice était flagrante; mais ceux qui en avaient profité étaient des amis du maréchal-président et de son entourage, des parents ou des favoris de l'ancienne famille impériale; la liste des bénéficiaires comprenait jusqu'à la princesse Hermine, femme de Guillaume II. Faire éclater ce scandale, c'était plus qu'il n'en fallait pour ébranler la situation du chancelier Schleicher.

ENTRE NOUS

Concours des Départements

NOUVEAUX ABONNÉS DE JANVIER

Paris, 4; Seine, 3; Seine-et-Oise, 3; Ain, 1; Aipes-Maritimes, 1; Bouches-du-Rhône, 1; Cher, 1; Drôme, 1; Loire, 3; Marne, 1; Puy-de-Dôme, 2; Rhône, 2; Var, 1; Vienne, 1; Alger, 2. Total: 27.

CLASSEMENT GENERAL

Paris, 15; Alpes-Maritimes, 12; Rhône, 11; Seine, 10; Gironde, 7; Seine-Inférieure, 5; Seine-et-Oise, 5; Alger, 5; Ardèche, 3; Belgique, 3; Puy-de-Dôme, 3; Loire, 3; Var, 2; Ain, 2; Corrèze, 1; Haute-Garonne, 1; Loir-et-Cher, 1; Allier, 1; Cantal, 1; Eure, 1; Vaucluse, 1; Landes, 1; Calvados, 1; Jura, 1; Cher, 1; Bouches-du-Rhône, 1; Drôme, 1; Marne, 1; Vienne, 1; Espagne, 1.

*
**

SOUSCRIPTIONS DE JANVIER

G. J. (Paris), 10; R. Barral (Savoie), 10; Vaillard (Paris), 10; Allot (Finistère), 10; Marceau Pivert (Paris), 10; Lorillard (Indre), 10; Colin (Vosges), 10; Dehay Augustin (Pas-de-Calais), 20; Désiré Leblanc (Haute-Vienne), 10; Chartier (Paris), 10; Barrué (Gironde), 10; Millet (Loir-et-Cher), 10; Th. Verny (Puy-de-Dôme), 10; Brun (Loire), 20; Fontaine (Rhône), 5; Mme Wullens (Oise), 10; Louis Renon (Haute-Vienne), 10; Mlle Lefèvre (Calvados), 10; Pierre Thève (Loire), 10; Vullien (Seine), 5; Suzanne Robert (Seine), 10; Ballereau (Indre), 10; Lucile Pelletier (Paris), 5; G. Thomas (Indre), 10; François Morel (Paris), 10; Norbert Rouays (Loire), 10. Total: 265 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lancia (Jura), 50; Chambelland (Seine), 20; Mouillaud (Loire), 40; Robert (Loire), 100; Hagnauer (Seine), 50; Monatte (Seine), 50; Delagarde (Paris), 100; Maupioux (Seine), 50; Lacoste (M.-et-M.), 100; C. Vidal (Hte-Loire), 50; Djoukitch (Isère), 100; Fronty (Seine), 50. Total: 760 francs.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.



Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B



Chèque postal
PARIS
N° 43-08

ŒUVRES de BERNARD SHAW

(Version française par Augustin et Henriette HAMON)

I. — COLLECTION DES ŒUVRES COMPLÈTES

(en cours de publication)

**Le Guide de la Femme intelligente
en présence du Socialisme et du Capitalisme** 20 fr.

Pièces déplorables

L'ARGENT N'A PAS D'ODEUR, L'HOMME AIMÉ DES FEMMES, LA PROFESSION DE
M^{me} WARREN 20 fr.

L'homme et le surhomme

SUIVI DU

Bréviaire du Révolutionnaire 20 fr.

Le lien déraisonnable

ROMAN 20 fr.

II. — ŒUVRES SÉPARÉES

La Profession de Mme Warren 10 fr.

César et Cléopâtre (histoire en cinq actes) 10 fr.

La Charrette de Pommes (comédie en trois actes) 12 fr.

Sainte-Jeanne (chronique en six actes et un épilogue) 12 fr.

Envoyé franco contre mandat-chèque adressé

à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris. Ch. Postaux N° 43-08.

Faite pour
le peuple
par des
enfants
du peuple

LES PRIMAIRES

Revue de culture populaire
de littérature et d'art

36 Rue Ernest Renan ISSY-LES-MOULINEAUX

Primaires !
oui, nous le
sommes ! Ce
mot, dont on
a voulu faire
une insulte,
nous le relevons
comme un défi

Qu'importe que le peuple gouverne, si c'est un peuple aveugle et borné ? C'est pourquoi le problème de la culture des masses domine tous les autres. Mais, en dehors de l'école primaire, on n'a rien fait pour sa solution. Et savoir lire ne suffit pas. En apprenant à lire, le peuple s'est formé un nouvel instrument d'esclavage, puisqu'il s'est assujéti à la presse servile des gouvernants. Faut-il donc qu'il désapprenne ? — Non, le remède est dans le perfectionnement du savoir, non dans sa disparition. Mais il est bien difficile de se cultiver seul, loin des secours et des concours que les bourgeois ont à leur disposition. La Revue « Les Primaires », fondée et forgée tout exprès pour vous sera votre guide et votre instrument de culture, si vous l'aidez à vivre et à se développer. Lisez et faites lire « Les Primaires ».

Un an : 30 fr. Six mois : 18 fr.

Envoi gratuit d'un numéro specimen sur demande.

POUR ETRE EN GARDE CONTRE LE BOURRAGE DE CRANES

lisez :

“...l'Abominable Vénalité de la Presse”

A. RAFFALOVITCH

Conseiller secret du Ministère des Finances

D'APRES LES DOCUMENTS DES ARCHIVES RUSSES

Un volume de 450 pagesPrix : 25 fr.

édité par la
LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue de Sambre et Meuse, Paris (10^e). Chèque postal : Paris 43-08